



Centre départemental de ressources
dédié à la citoyenneté internationale
et aux questions de la mondialisation
et du développement

seine-saint-denis
LE DÉPARTEMENT



Forum Social Mondial Forums d'Autorités Locales : histoire, réalités, utilité et perspectives



Forum des Autorités Locales pour
l'Inclusion Sociale et la Démocratie Participative



POUR DES
METROPOLES
SOLIDAIRES

Sommaire

- p.05** : Introduction ; « A propos des réseaux internationaux de pouvoirs locaux »
- p.07** : Qu'est-ce que le Forum Social Mondial et que sont les Forums d'Autorités locales qui lui sont associés ?
- p.08** : Charte des principes du Forum Social Mondial
- p.11** : **Porto Alegre 2002** ; 2^{ème} Forum mondial des Autorités locales – Déclaration finale
- p.15** : **Florence 2002** ; Les Autorités locales européennes pour les droits dans le monde et l'insertion sociale
- p.17** : **Porto Alegre 2003** ; 3^{ème} Forum mondial des Autorités locales pour l'inclusion sociale – Déclaration finale
- p.19** : **Saint-Denis 2003** ; 2^{ème} Forum européen des Autorités locales – Résolution finale
- p.25** : **Barcelone 2004** ; 4^{ème} Forum mondial des Autorités locales pour l'inclusion sociale – Déclaration finale
- p.27** : **Porto Alegre 2005** ; Plan de travail du 5^{ème} FAL pour l'inclusion sociale et la démocratie participative
- p.31** : **Caracas 2006** ; 6^{ème} FAL pour l'inclusion sociale et la démocratie participative – Déclaration finale
- p.33** : **Nairobi 2007** ; Déclaration finale
- p.35** : **Belém 2009** ; Les engagements de Belém ; 8^{ème} assemblée du réseau FAL, 1^{ère} assemblée du réseau Forum des Autorités locales d'Amazonie : un agenda d'avenir pour les Autorités locales
- p.37** : **Getafe 2010** : Les Autorités locales de périphéries pour des villes et régions métropolitaines solidaires, durables, démocratiques et citoyennes
- p.40** : Renforcer le réseau FAL-P pour des métropoles solidaires ; Plan de travail et agenda
- p.41** : Déclaration internationale pour la création d'un **réseau de femmes des villes des périphéries** à l'occasion du Forum des Autorités Locales de Périphéries de Getafe
- p.43** : **Dakar 2011** : Les engagements de Dakar ; Déclaration finale de la 9^{ème} assemblée mondiale du FAL
- p.47** : **Pikine 2011** : Déclaration finale de l'assemblée générale du FAL-P de Pikine
- p.50** : Appel de Pikine aux banlieues populaires d'Afrique
- p.51** : SITOthèque
- p.52** : Bibliographie - Ouvrages
- p.54** : Bibliographies - Articles

A PROPOS DES RESEAUX INTERNATIONAUX

DE POUVOIRS LOCAUX

Depuis plusieurs années des collectivités territoriales, en France et dans le monde, ont trouvé, à partir des relations qu'elles établissaient entre-elles et en réseau, une source de renouvellement de leur réflexion et de leur action en matière de gouvernance.

En 2001 à Porto Alegre (Brésil) et à l'occasion -non fortuite- du 1^{er} Forum social mondial (FSM), elles se sont constituées en Forum des Autorités Locales pour l'inclusion sociale et la démocratie participative (FAL). D'autres déclinaisons, régionales ou thématiques, également en réseau, ont vu le jour, conjointement, ou dans la foulée : Forum européen d'Autorités locales, Charte des Droits de l'Homme dans la ville, Forum des Périphéries pour des métropoles solidaires (FALP), etc.

Ce mouvement s'est en partie traduit et retrouvé unifié avec la constitution, en mai 2004 à Paris¹, d'une organisation mondiale unique des pouvoirs locaux : Cités et Gouvernements Locaux Unis – CGLU. Cette dernière s'applique à faire vivre et reconnaître auprès des Institutions internationales ce que les premiers sommets Habitat des Nations Unies avaient avancés, à savoir, le rôle grandissant des métropoles urbaines et collectivités locales dans la nouvelle gouvernance mondiale.

Dans ce mouvement d'ensemble, plutôt récent, plusieurs collectivités françaises (dont le Département, des villes et Communautés d'agglomération de Seine-Saint-Denis), s'impliquent ou jouent un rôle significatif. C'est un nouveau champ d'investissement des collectivités à l'international, qui pose aussi la question de leur alliance stratégique avec la société civile.

Ce travail en réseau est un des éléments émergents de l'action internationale des collectivités. Il témoigne du besoin pour les collectivités territoriales confrontées aux défis urbains du 21^{ème} siècle, de ce type d'échanges plus horizontaux, concrets et informels.

Ce document vous propose des textes rarement, voire jamais compilés jusqu'alors : une chronologie quasi complète² des déclarations finales de chacune des réunions mondiales ou européennes du FAL et du FAL-P³, de 2001 à 2011.

¹ Congrès de fusion entre FMCU (Fédération Mondiale des Cités Unies), IULA (*International Union of Local Authorities*) et METROPOLIS, l'organisation des grandes métropoles. Au sein de la nouvelle organisation CGLU, plusieurs commissions de travail sont, dès sa création ou par la suite, constituées à partir des thématiques travaillées par des Autorités locales déjà organisées en réseau. C'est par exemple le cas pour la *Commission Inclusion sociale et démocratie participative* qui recoupe pratiquement le réseau FAL ou de la *Commission Villes de périphéries* qui recoupe le réseau FALP pour des métropoles solidaires. Ainsi, les collectivités têtes de réseau pour le FAL et le FAL-P se retrouvent-elles comme les principales animatrices de ces commissions de CGLU.

² En octobre 2004, une rencontre européenne du FAL était organisée parallèlement au Forum social européen de Londres. Il y fut notamment débattu de l'enjeu de préserver les services publics locaux face aux dangers de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services), de la spéculation foncière dans les métropoles et du Droit au logement ainsi que de la paix. Il s'est néanmoins révélé impossible de retrouver une trace du type «déclaration ou résolution finale» du FAL européen de Londres. Si les Forums Sociaux Européens qui ont suivi à Athènes, Malmö et Istanbul ont parfois donné lieu à des échanges entre Autorités locales, la faible participation à ces rencontres et leur organisation plus modeste n'ont pas débouché sur la réalisation de conclusions rédigées du FAL en tant que tel.

Quant à la 1^{ère} édition du FAL-P pour des métropoles solidaires (Nanterre 2006), qui rencontra un grand succès de participation et s'organisa autour de nombreux débats associant élus, citoyens, chercheurs et universitaires, elle n'a pas donné lieu à l'adoption d'une résolution finale mais à la publication d'actes rendant compte des très riches échanges du forum, consultables en ligne sur www.falp.nanterre.net

En ce sens, c'est davantage un document d'étude qu'un dossier documentaire à proprement parler. Si sa lecture linéaire peut paraître un peu fastidieuse, mieux que toute synthèse elle permet de voir, au fil des ans, à la fois la persistance de cette démarche en réseau, son vocabulaire et ses motivations, son lien consubstantiel au *mouvement altermondialiste*.

L'intérêt de ce panorama réside également dans le fait qu'à travers ces résolutions successives se dessinent des thèmes récurrents, des questions émergentes -parfois vite oubliées-, et celles qui ont débouché sur des positionnements et initiatives qui font aujourd'hui référence au sein du mouvement municipaliste mondial et de CGLU (Agenda 21 de la culture, Charte européenne des droits de l'Homme dans la ville, problématiques de la gouvernance métropolitaine, de la place et du rôle qu'y jouent les périphéries...)

Enfin, se devinent aussi, à la lecture de ces textes, les temps forts comme les périodes plus difficiles de cette courte histoire des réseaux de pouvoirs locaux, singulièrement de celui des Autorités Locales pour l'inclusion sociale et la démocratie participative... Forum dont l'idée naquit un jour de janvier 2001 à Porto Alegre, sous l'impulsion de son Maire Tarso Genro (PT), et se formalisa un an plus tard⁴, dans cette ville brésilienne qui incarnait alors de façon emblématique l'expérience des budgets participatifs.

Plusieurs références bibliographiques et de Sites Internet complètent cette originale compilation et vous permettront de retrouver des textes en ligne, des informations, des initiatives en cours, de prochains rendez-vous régionaux, continentaux ou mondiaux.

En souhaitant que ce document de travail vous soit utile,
Bonne lecture !

Hugues Latron,

Directeur du Centre ressource Via le monde

[CONSEIL GENERAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS](#)

Direction des Affaires Européennes, Internationales et de la culture de la Paix

³ Nous remercions à cette occasion Antonio Aniesa (responsable aux Relations internationales de Nanterre), Adrian Cossic et Céline Daviet (successivement Chargés de mission à Saint-Denis puis au Cabinet de la Présidence de Plaine commune) qui ont souvent contribué à ce que ces textes voient le jour et sans lesquels cette « restitution » n'aurait sans doute pas été réalisable.

⁴ La déclaration du 2^{ème} FAL (Porto Alegre 2002) fait explicitement référence, dans ses paragraphes introductifs, à la 1^{ère} réunion du genre tenue l'année précédente à l'occasion de la naissance du Forum Social Mondial. Dans d'autres textes ou comptes-rendus, la Charte (ou résolution) de 2001, constitutive du FAL, est parfois évoquée mais sans jamais renvoyer à d'autres éléments que ceux qui figurent en introduction de la résolution de 2002, qui elle, formalise clairement la constitution d'un *réseau des villes pour l'inclusion sociale*...

QU'EST-CE QUE LE FORUM SOCIAL MONDIAL ET QUE SONT LES FORUMS D'AUTORITES LOCALES QUI LUI SONT ASSOCIES ?

- **Le Forum Social Mondial (FSM)** est un espace de débat démocratique, d'approfondissement de la réflexion, de formulation de propositions, d'échanges d'expériences et d'articulation de mouvements, réseaux, ONG et autres organisations de la société civile, qui se retrouvent ensemble dans l'affirmation qu'*un autre monde est possible* et s'opposent au néolibéralisme. Le FSM se caractérise par sa pluralité et sa diversité. Il n'est ni confessionnel, ni gouvernemental, ni partisan. Il se propose de faciliter l'articulation, décentralisée et en réseau, d'associations, mouvements, syndicats des cinq continents, sans prétendre pour autant incarner une instance représentative de la société civile mondiale (voir sa Charte des principes ci-après, pp. 8, 9).
www.forumsocialmundial.org.br
- **Le Forum des Autorités Locales (FAL)** est un réseau mondial d'Autorités locales, qui cherche à favoriser l'échange entre-elles sur les politiques publiques d'inclusion sociale et la démocratie participative. C'est la raison pour laquelle le réseau FAL, né conjointement au FSM, s'inscrit dans une logique d'articulation au Forum social, pour des échanges nourris et les plus productifs possibles entre pouvoirs locaux et mouvements sociaux et sur le rapport entre politiques publiques locales, participation citoyenne et revendications sociales. (Voir l'agenda que s'est fixé le réseau FAL lors de sa dernière édition de Dakar, p.45).
www.redfal.org/fr

Le Département de la Seine-Saint-Denis a commencé à prendre part au FAL dès 2002 et, depuis, à ses déclinaisons thématiques. Dans ce cadre, la Seine-Saint-Denis est aussi parmi les collectivités coorganisatrices du Forum des Autorités Locales des Périphéries pour des métropoles solidaires (FALP).

Beaucoup des collectivités françaises qui participent aux réseaux FAL et FAL-P se retrouvent également au sein des Commissions de CGLU *inclusion sociale, démocratie participative et droits humains* et *Villes de périphéries*. Sont formellement membres d'une ou de ces deux commissions :

Les villes d'Allones ; Arcueil ; Aubagne ; Bobigny ; Bondy ; Castelnau-le-Lez ; Lyon ; Nanterre ; Nantes ; Rezé ; Sainte-Anne ; Saint-Denis ; Taverny ; Villeurbanne ainsi que Cités Unies France.

Les communautés d'agglomérations Aubagne pays de l'étoile (13) ; Le Mans métropole (72) ; Nantes métropole (44) et Plaine commune (93) ;

Les conseils généraux de Seine-Saint-Denis et du Val de Marne et **Conseils régionaux** de Rhône-Alpes et des Pays de Loire.

Comme indiqué ci-dessus, beaucoup d'autres collectivités territoriales françaises ont pris part aux FAL et FAL-P, de façon régulière ou intermittente.

CHARTRE DES PRINCIPES DU FORUM SOCIAL MONDIAL

*Le comité des instances brésiliennes qui a conçu et organisé le premier Forum Social Mondial, tenu à Porto Alegre du 25 au 30 janvier 2001, après avoir évalué les résultats de ce Forum et les attentes qu'il a suscitées, a jugé nécessaire et légitime d'instaurer une **Charte des principes** visant à orienter la poursuite de cette initiative.*

Les Principes contenus dans la Charte, qui devra être respectée par tous ceux qui souhaitent participer à ce processus et organiser de nouvelles éditions du Forum Social Mondial, consolident les décisions qui ont présidé à la réalisation du Forum de Porto Alegre et fait son succès, et amplifient sa portée, en fixant les orientations qui découlent de la logique de ces décisions

- 1. Le Forum Social Mondial est un espace de rencontre ouvert** visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain.
- 2.** Le Forum Social Mondial de Porto Alegre a été une manifestation située dans le temps et l'espace. Désormais, avec la certitude proclamée à Porto Alegre qu'*un autre monde est possible*", il devient un processus permanent de recherche et d'élaboration d'alternatives, qui ne se réduit pas aux manifestations sur lesquelles il s'appuie.
- 3.** Le Forum Social Mondial est un processus à caractère mondial. Toutes les rencontres qui feront partie de ce processus ont une dimension internationale.
- 4.** Les alternatives proposées au Forum Social Mondial s'opposent à un processus de mondialisation capitaliste commandé par les grandes entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêts. Elles visent à faire prévaloir, comme nouvelle étape de l'histoire du monde, une mondialisation solidaire qui respecte les droits universels de l'Homme, ceux de tous les citoyens et citoyennes de toutes les nations, et l'environnement, étape soutenue par des systèmes et institutions internationaux démocratiques au service de la justice sociale, de légalité et de la souveraineté des peuples.
- 5.** Le Forum Social Mondial ne réunit et n'articule que les instances et mouvements de la société civile de tous les pays du monde, mais il ne prétend pas être une instance représentative de la société civile mondiale.
- 6.** Les rencontres du Forum Social Mondial n'ont pas un caractère délibératif en tant que Forum Social Mondial. Personne ne sera donc autorisé à exprimer au nom du Forum, dans quelque édition que ce soit, des prises de position prétendant être celles de tous les participants. **Les participants ne doivent pas être appelés à prendre des décisions, par vote ou acclamation**, en tant que rassemblement de ceux qui participent au Forum, sur des déclarations ou propositions d'action qui les engagent tous ou leur majorité et qui se voudraient être celles du Forum en tant que Forum. Le Forum ne constitue pas une instance de pouvoir que peuvent se disputer ceux qui participent à ces rencontres, ni ne prétend constituer l'unique alternative d'articulation et d'action des instances et mouvements qui en font partie.
- 7.** Les instances - ou ensembles d'instances - qui prennent part aux rencontres du Forum doivent donc être assurés de pouvoir délibérer en toute liberté durant celles-ci sur des déclarations et des actions qu'elles ont décidé de mener, seules ou en coordination avec d'autres participants.

Le Forum Social Mondial s'engage à diffuser largement ces décisions par les moyens étant à sa portée, **sans imposer d'orientations, de hiérarchies, de censures et de restrictions**, mais en tant que délibérations des instances - ou ensembles d'instances - qui les auront assumées.

8. Le Forum Social Mondial est un espace pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan, qui articule de façon décentralisée, en réseau, des instances et mouvements engagés dans des actions concrètes, au niveau local ou international, visant à bâtir un autre monde.

9. Le Forum Social Mondial sera toujours un espace ouvert au pluralisme et à la diversité des engagements et actions d'instances et de mouvements qui décident d'y prendre part, comme à la pluralité des sexes, ethnies, cultures, générations et capacités physiques, dans la mesure où ils respectent la Charte des Principes. **Ne pourront participer au Forum en tant que tels les représentations de partis, ni les organisations militaires.** Pourront être invités à y participer, à titre personnel, les gouvernants et parlementaires qui assument les engagements de la présente Charte.

10. Le Forum Social Mondial s'oppose à toute vision totalitaire et réductrice de l'économie, du développement et de l'histoire, et à l'usage de la violence comme moyen de contrôle social par l'État. Il y oppose le respect des Droits humains, la véritable pratique démocratique, participative, par des relations égalitaires, solidaires et pacifiques entre les personnes, les races, les sexes et les peuples, condamnant toutes les formes de domination comme l'assujettissement d'un être humain par un autre.

11. Le Forum Social Mondial, en tant qu'espace de débats, est un mouvement d'idées qui stimule la réflexion, et la diffusion transparente des fruits de cette réflexion, sur les mécanismes et instruments de la domination du capital, sur les moyens et actions de résistance et la façon de dépasser cette domination, sur les alternatives proposées pour résoudre les problèmes d'exclusion et d'inégalité sociale que le processus de mondialisation capitaliste, avec ses composantes racistes, sexistes et destructrices de l'environnement est en train de créer, au niveau international et dans chacun des pays.

12. Le Forum Social Mondial, comme espace d'échange d'expériences, stimule la connaissance et la reconnaissance mutuelle des instances et mouvements qui y participent, en valorisant leurs échanges, en particulier ce que la société est en train de bâtir pour axer l'activité économique et l'action politique en vue d'une prise en compte des besoins de l'être humain et dans le respect de la nature, aujourd'hui et pour les futures générations.

13. Le Forum Social Mondial, en tant qu'espace d'articulation, cherche à fortifier et à créer de nouvelles articulations nationales et internationales entre les instances et mouvements de la société civile qui augmentent, tant dans la sphère de la vie publique que de la vie privée, la capacité de résistance sociale non violente au processus de déshumanisation que le monde est en train de vivre et à la violence utilisée par l'État, et renforcent les initiatives d'humanisation en cours, par l'action de ces mouvements et instances.

14. Le Forum Social Mondial est un processus qui stimule les instances et mouvements qui y participent à situer, à niveau local ou national, leurs actions, comme les questions de citoyenneté planétaire, en cherchant à prendre une part active dans les instances internationales, introduisant dans l'agenda mondial les pratiques transformatrices qu'ils expérimentent dans la construction d'un monde nouveau.

Charte approuvée et signée à Sao Paulo, le 9 avril 2001, par les instances qui constituent le Comité d'Organisation du Forum Social Mondial ; Approuvée par le Conseil International du Forum Social Mondial le 10 juin 2001. Les forums d'Autorités locales organisés conjointement au Forum Social Mondial ont régulièrement réaffirmé leur attachement et leur respect de cette Charte des principes du FSM.



PORTO ALEGRE 2002

II^{ème} FORUM MONDIAL DES AUTORITES LOCALES

PORTO ALEGRE (BRESIL) - JANVIER 2002

DECLARATION FINALE

Le chemin de SEATTLE à PORTO ALEGRE a été semé de fortes protestations. Sans conteste, dans leur diversité et leur pluralisme, les différents mouvements de résistances et de solidarité ont créé depuis le *1^{er} Forum Social Mondial*, les conditions pour passer du stade de la protestation à celui de la proposition et mobiliser les cœurs et les esprits dans l'objectif de concrétiser une action politique au service du développement durable, de la démocratie et du droit à la citoyenneté, bases d'un monde plus juste et solidaire.

Gouvernants et représentants locaux et régionaux réunis au 1^{ER} FORUM DES AUTORITES LOCALES POUR L'INCLUSION SOCIALE tenu en marge du *1^{er} Forum Social Mondial*, avaient élaborés des propositions. Construites à partir des graves problèmes d'exclusion sociale que la globalisation néolibérale a générée dans les villes, ces propositions fondèrent la charte de PORTO ALEGRE.

En ce 2^{EME} FORUM DES AUTORITES LOCALES POUR L'INCLUSION SOCIALE, les centaines d'autorités locales ici présentes, réaffirment le rôle des collectivités territoriales (villes...) comme acteurs politiques dans le nouveau contexte mondial en même temps qu'elles se positionnent comme forces de propositions et favorisent l'élaboration d'alternatives engageant une autre mondialisation.

Cependant, les effets de l'actuelle globalisation affectent les pays de différentes manières. Les pays "périphériques", par exemple, n'ayant pas atteint les niveaux de développement économique, de distribution des richesses, de démocratisation et de cohésion sociale des pays "centraux", disposent de sociétés civiles, d'institutions et d'Etats plus faibles et vulnérables. La globalisation néolibérale accentue cette hiérarchisation - avec la domination des marchés et les inégalités qu'elle engendre - et débouche sur une fragilisation accrue des Etats nationaux périphériques, fragilisation qui handicape leur développement économique durable et renforce les inégalités et le fossé grandissant entre pays riches et pauvres.

Dans ce contexte, la lutte pour la paix et contre toute logique guerrière traduit la responsabilité de ceux qui cherchent un nouvel ordre mondial démocratique et solidaire. Le renversement de cette logique exige non seulement la réduction des dépenses militaires et la reconversion de l'industrie de guerre, mais aussi, une réforme démocratique des Institutions internationales qui ouvre l'espace de décision aux pouvoirs locaux, reconnaisse les demandes des pays les plus pauvres et permette la participation effective de la société civile mondiale.

La privatisation croissante de l'espace public diminue la capacité de régulation et de prestation des services de l'Etat. Il en résulte une société de violence qui fait que dans beaucoup de villes le pouvoir du crime organisé se substitue à l'ordre démocratique et à l'Etat fragilisé. Ainsi, la paix promulguée par les Villes n'est pas seulement celle qui se réalise dans le cadre des relations internationales mais aussi la paix dans ses dimensions et conséquences proprement locales.

L'assassinat des élus brésiliens engagés dans le processus de construction alternative de ce *forum*, Celso DANIEL, Maire de SANTO ANDRE et Antonio DA COSTA SANTOS, Maire de CAMPINAS, renforce notre détermination à promouvoir les changements sociaux que nous défendons. Nous sommes solidaires des populations de ces villes et exigeons que les responsables de ces assassinats soient rapidement interpellés, jugés et que ces crimes soient promptement élucidés dans toutes leurs dimensions.

L'adoption de décisions en marge d'une connaissance effective et d'un contrôle démocratique des citoyens interroge le système démocratique international lui-même. De ce fait, beaucoup de Villes cherchent à rapprocher la prise de décision de la citoyenneté à travers des instruments modernes de participation populaire, susceptibles de compléter la démocratie représentative et de renforcer la société civile.

Face à ces nouveaux problèmes, les collectivités territoriales (villes) sont confrontées à une tâche historique. Cette tâche de démocratisation de la mondialisation, de reconstruction de la sphère publique sous de nouvelles formes, de valorisation de la diversité culturelle, de responsabilité partagée et de réduction des inégalités sociales, se construit à partir de l'extension du droit à la citoyenneté articulé avec les meilleurs acquis démocratiques.

Les collectivités territoriales (villes) et leurs exécutifs, pour devenir des acteurs politiques influents et contribuer à corriger l'orientation actuelle de la globalisation doivent s'organiser à partir des paramètres de la société d'aujourd'hui : informationnelle, globale et en réseaux.

A partir d'une vision politique d'ensemble et de l'impératif éthique et moral de l'inclusion sociale, les Villes se sont coordonnées pour agir à tous les niveaux sur des problèmes complexes locaux, régionaux, nationaux et globaux qui requièrent des solutions également complexes et de type local, régional, national et global.

Grâce à la croissante articulation entre les collectivités territoriales (villes), avec le renforcement de leurs réseaux, l'espace local se trouve chaque fois davantage au centre des discussions sur toute politique globale de développement. Les politiques publiques locales reconnues pour leurs succès, participent de l'universalisation de nos valeurs et attirent l'attention de l'opinion publique internationale et celle des organismes internationaux. Ce processus a connu une nouvelle impulsion avec la conférence HABITAT II (ISTANBUL 1996), quand les associations de Villes contribuèrent à l'organisation internationale des pouvoirs locaux (CAMVAL), aujourd'hui reconnue comme interlocuteur des Nations Unies pour le programme HABITAT, le développement durable et les initiatives pour la paix.

Ce second FORUM MONDIAL DES AUTORITES LOCALES crée un réseau des Villes pour l'inclusion sociale conjointement à la constitution d'une nouvelle organisation mondiale des villes fruit du processus de fusion de la Fédération Mondiale des Cités Unies (FMCU) et de l'*International Union of local authorities* (IULA). Ce réseau des Villes pour l'inclusion sociale se donnera les formes d'organisation souples qui permettront de travailler les objectifs suivants :

- Intervenir dans le scénario international en faveur d'une autre mondialisation qui dépasse le domaine financier, respecte les instances démocratiques internationales, soit cohérente avec les décisions démocratiques locales, nationales et régionales, et assure le développement durable.
- Agir de front face aux organismes internationaux - sociaux, politiques, financiers et économiques - pour la projection d'actions et de mesures qui facilitent l'intervention des collectivités territoriales (villes) dans l'instauration de politiques publiques pour l'inclusion sociale.
- Impulser le développement de politiques spécifiques de solidarité dans les villes qui ne les pratiquent toujours pas et les renforcer là où elles existent. De telles politiques doivent être alimentées avec les fonds nécessaires pour que la solidarité soit substantielle et efficace.
De cette manière, ces politiques se coordonneront dans la perspective de se structurer dans les formes juridiques et financières les plus appropriées.

Dans cet esprit a été lancée en ce deuxième FORUM DES AUTORITES LOCALES, une initiative solidaire avec les villes argentines ayant pour objectif de contribuer à soutenir matériellement leur système de santé local.

- Intervenir sur les marchés nationaux et régionaux pour obtenir l'annulation de la dette des pays les plus pauvres et rompre avec le cercle vicieux qui la reproduit avec les effets négatifs que l'on sait sur l'ensemble des droits sociaux des populations.

➤ Echanger les expériences et informations pour le développement de politiques d'inclusion sociale des villes. Dans cet esprit, ce deuxième FORUM DES AUTORITES LOCALES soutien la réalisation de *URBIS 2002*, prévu en juin prochain à SÃO PAULO.

➤ Intensifier la coopération décentralisée et les relations bilatérales politiques, techniques, économiques et culturelles des villes.

➤ Incorporer les migrants aux politiques d'inclusion sociale en leur assurant la reconnaissance des droits universels de tout citoyen.

Les Villes (Autorités locales) ici présentent ;

➤ S'accordent à défendre le droit aux manifestations pacifiques contre l'actuelle globalisation.

➤ Décident de participer au programme proposé par le secrétaire général des Nations Unies (ONU) pour accompagner le processus de paix dans le monde et s'entendent pour développer leurs politiques publiques pour l'inclusion sociale de telle sorte qu'au travers de l'action des pouvoirs locaux et de la société civile, les Villes et leurs Institutions remplissent un rôle actif pour la paix.

➤ Décident de réaliser le 3EME **FORUM MONDIAL DES AUTORITES LOCALES POUR L'INCLUSION SOCIALE** à PORTO ALEGRE (Etat de Rio Grande do Sul - Brésil) en 2003.

Durant ce second FORUM DES AUTORITES LOCALES POUR L'INCLUSION SOCIALE, nous avons échangé les expériences et discuté des thèmes importants tels que : *La décentralisation et la participation citoyenne ; L'agenda 21 ; Le financement des villes ; La pauvreté urbaine ; La sécurité citoyenne dans la ville démocratique ; L'éducation et l'égalité...*, parmi d'autres.

Notre engagement commun majeur est de faire vivre l'idée qu'« un autre monde est possible » au travers d'initiatives concrètes qui, à partir du local, construisent une société plus juste et démocratique.

PORTO ALEGRE (BRESIL), le 30 Janvier 2002.



FLORENCE 2002

LES AUTORITES LOCALES EUROPEENNES POUR LES DROITS DANS LE MONDE ET L'INSERTION SOCIALE

Les bases pour le développement d'un réseau international des pouvoirs locaux en faveur de l'insertion sociale ont été posées à Porto Alegre. La déclaration finale du Forum définit le mouvement international des autorités locales comme un nouvel élément sur la scène internationale qui opère en faveur du développement de la démocratie, de la constitution d'un nouveau monde en paix, d'un développement économique équitable garantissant l'amélioration de la qualité de vie et des droits de l'homme pour tous.

Dans ce contexte, un processus pour la constitution d'un nouvel ordre mondial des pouvoirs locaux a vu le jour, fruit de la fusion entre la Fédération Mondiale des Cités Unies, l'Union Internationale des Autorités Locales et de METROPOLIS (réseau des métropoles mondiales).

Cette réunion européenne de Florence entend apporter une contribution à ce processus, cet engagement.

La globalisation néolibérale de l'économie mondiale engendre au niveau international des différences toujours plus marquées entre les pays riches et les pays pauvres, alors que sur le terrain et même dans les pays riches, elle est source d'exclusion sociale, d'augmentation de la pauvreté, d'aggravation des conditions d'insécurité des citoyens et de dégradation de l'environnement.

Ces impacts négatifs de la globalisation risquent d'affaiblir, en particulier dans les pays en voie de développement, les capacités des gouvernements locaux qui sont parfois à peine constitués. Nous avons dans ce sens besoin d'un processus de reconstruction et de renforcement de l'espace public, surtout dans le domaine des services destinés aux citoyens et qui se sont dégradés au cours des dernières années à cause de certains processus de privatisation.

Pour permettre justement d'améliorer la qualité de la vie dans les villes et favoriser l'insertion sociale, la participation des citoyens à la prise de décision devient un facteur déterminant. Les autorités locales travaillent afin que dans le traité constitutionnel européen soit affirmé le droit à la participation effective des personnes appartenant aux communautés locales, sans discrimination ou limitation d'aucune sorte et en accordant le droit de vote aux élections locales aussi bien à tout citoyen de l'Europe élargie qu'aux immigrés qui y résident. Et, afin que puissent se propager les pratiques de transparence et de coresponsabilité en matière de budgets locaux, la population devra participer à la gestion des services publics de base, ainsi qu'à la rédaction de la Charte des droits des citoyens.

Des villes plus accueillantes et des citoyens plus impliqués dans le processus décisionnel démocratique, seront des villes plus sûres qui n'auront pas peur de la diversité culturelle mais qui au contraire la considéreront comme un élément de richesse. La coopération internationale entre ces communautés représente un nouvel espoir pour diffuser la culture de la paix et pour s'opposer efficacement à toutes les guerres et à tous les abus générés. Dans ce contexte, les autorités locales, engagées contre la violence du terrorisme, refusent la logique du réarmement et des guerres qui frappent surtout les civils sans défense.

Les idées, les choix du réseau international des pouvoirs locaux en faveur de l'insertion sociale ainsi que leur engagement dans des actions de coopération trouvent des points de convergence importants avec le mouvement social mondial qui a fait de la lutte contre la globalisation néolibérale de l'économie et contre la guerre son objectif principal.

Les pouvoirs locaux ont quant à eux des compétences et des responsabilités institutionnelles. Forts de ces pouvoirs, ils sont appelés à jouer un rôle déterminant dans la construction d'une Europe des droits et de la qualité sociale.

Aujourd'hui nous pouvons affirmer que :

- Le développement des démocraties locales est un objectif fondamental du processus d'intégration européenne, et sur ce terrain il existe des lacunes culturelles et réglementaires auxquelles il faudra absolument remédier. (Il suffit de penser que dans le projet de traité constitutionnel européen, le terme ville n'est même pas mentionné !)
- Les pouvoirs régionaux et locaux européens disposent déjà, et doivent donc être valorisés, de compétences et de pouvoirs dans les politiques de subsidiarité qui inspirent par ailleurs les principes de l'Union.
- Les pouvoirs régionaux et locaux sont aujourd'hui porteurs d'initiatives de coopération innovantes, en mesure de relier les actions de solidarité aux politiques de renforcement des institutions locales des pays tiers et, dans ce secteur, la coopération décentralisée est en train de jouer un rôle parfois bien plus significatif et précis que la coopération intergouvernementale.
- Ce sont les pouvoirs régionaux et locaux qui garantissent des politiques équitables d'intégration culturelle et sociale face aux phénomènes migratoires, alors que l'article 13 du Traité n'est même pas respecté (lutte contre toute forme de discrimination).
- Les pouvoirs régionaux et locaux sont les acteurs des politiques européennes de rééquilibrage régional et facilitent grâce à leurs actions de coopération l'élargissement de l'Union Européenne aux pays candidats.

Sur la base de ces principes et ces affirmations, les autorités locales européennes ici réunies s'engagent :

- A promouvoir les politiques d'**insertion sociale**, en renforçant par des moyens financiers adéquats la capacité des gouvernements locaux, dans un cadre de subsidiarité verticale avec la communauté internationale et les états.
- A renforcer la **coopération entre les communautés locales** visant l'échange des expériences, les bonnes pratiques et le développement des capacités des gouvernements locaux dans les Pays du Sud de notre monde.
- A développer la **lutte contre la pauvreté dans le monde** à travers un **développement durable**, en poursuivant les objectifs exprimés dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, dans le cadre de la campagne organisée par la Coordination Mondiale des Associations Internationales des Pouvoirs Locaux (FMCU, IULA, METROPOLIS, AYO).
- A soutenir auprès de ses propres communautés une **nouvelle culture de la paix**, en intégrant les actions locales à celles de la diplomatie internationale dans la poursuite des processus de paix dans les zones de conflit. Nous voulons tout particulièrement nous consacrer à l'instauration d'un dialogue et d'une coopération entre les autorités locales israéliennes et palestiniennes pour ramener la vie dans les villes et créer un climat favorable à la reprise du processus de paix et à l'application des résolutions de l'ONU en faveur de la création d'un Etat palestinien.
- A développer une **gouvernance des services publics**, fondée sur l'accès universel, sur la solidarité et sur l'équité, sur la participation des citoyens-usagers et sur la sauvegarde du patrimoine des ressources environnementales disponibles.

Les autorités locales européennes réunies à Florence, participeront sur la base de ces engagements :

- A la Troisième Conférence sur la Charte Européenne pour les Droits de l'Homme (Venise, décembre 2002) ;
- Au Forum des Autorités Locales pour l'insertion sociale à Porto Alegre (janvier 2003), en reconnaissant la valeur politique que ce rendez-vous revêt par rapport aux pouvoirs locaux dans le monde qui se sont engagés sur le thème de l'insertion sociale et de l'opposition au modèle néolibéral de la globalisation et contre la guerre.
- Au Forum Européen des Autorités Locales conjointement organisé par la Ville de Saint-Denis et le Département de la Seine-Saint-Denis (novembre 2003).

Les autorités locales européennes, réunies à Florence, saluent le Forum Social Européen, convaincues que celui-ci sera une occasion importante de réflexion et d'action pour la construction d'un autre monde.

FLORENCE (ITALIE), le 4 novembre 2002.



PORTO ALEGRE 2003

RESOLUTION FINALE

III^{ème} Forum mondial des Autorités Locales pour l'inclusion sociale

La troisième édition du Forum des Autorités Locales pour l'inclusion sociale tenue à Porto Alegre les 21 et 22 janvier 2003, en amont du Forum Social Mondial, a vu la participation de mille délégués parmi lesquels plus de 150 Maires et 700 représentants de villes de 26 pays du monde.

Ce forum réaffirme son attachement à la Charte et la déclaration de Porto Alegre adoptées lors des éditions précédentes et confirme ainsi que les Autorités Locales sont devenues des acteurs majeurs et incontournables dans le processus actuel de globalisation, à même de construire et développer, en partenariat avec la société civile, des alternatives démocratiques et solidaires de gestion publique.

Le 3^{ème} FAL appelle les gouvernements locaux du monde entier à prendre en compte dans leurs programmes l'exigence de la démocratisation des Institutions et des rapports internationaux. Il renouvelle son engagement aux côtés de la société civile mondiale organisée et avec les réseaux de gouvernements locaux agissant en ce sens sur la scène internationale.

L'implication conjointe de ces deux sujets -gouvernements locaux et mouvements sociaux- dans la sphère mondiale, fortifie la construction d'alternatives à la domination quasi absolue des marchés et des gouvernements impérialistes et contre leur politique de guerre imminente.

L'espoir et l'engagement qui sont les nôtres dans la construction d'un monde plus démocratique, solidaire et humain renforce à l'échelle locale la promotion d'une culture de paix et de coexistence des différentes cultures et civilisations. Pour ce faire, nous affirmons qu'il est plus que jamais nécessaire d'assurer et garantir le droit de chacun à une vie digne, à commencer par le droit à l'alimentation, à l'eau potable, la santé, l'habitat et l'éducation.

Dans le cadre de la création de la nouvelle organisation mondiale d'Autorités Locales -*Cités et gouvernements locaux unis*- fruit de la fusion de la Fédération Mondiale des Cités Unies (FMCU) et de l'Union Internationale des Autorités Locales (IULA), le *Réseau des villes pour l'inclusion sociale*, maintenant constitué, entend agir de façon concertée et constructive, afin d'établir un nouveau scénario des relations internationales. En ce sens, le Réseau s'engage à travailler avec FMCU et IULA pour l'organisation de leur congrès fondateur, programmé à Paris (France) du 2 au 5 mai 2004, et à présenter à cette occasion les thématiques de l'inclusion sociale.

Le Réseau adoptera des formes d'organisation souples et supportera toutes les initiatives qui contribuent à promouvoir nos objectifs communs : impulser les expériences de démocratie participative ; lutter pour une culture de la paix et pour les Droits de l'Homme ; créer et échanger sur les programmes d'inclusion sociale élaborés à partir des problématiques communes aux villes périphériques ; promouvoir la justice sociale et l'égalité de genre (homme /femme) ; combattre la pauvreté ; garantir un développement durable ; défendre et promouvoir les services publics efficaces contre les processus de privatisation ; démocratiser la communication et l'accès aux nouvelles technologies du numérique ; renforcer les politiques de coopération décentralisée entre collectivités et avec la société civile.

Le prochain Forum mondial des autorités locales aura lieu à Barcelone (Espagne), en 2004, dans le cadre et à l'issue du Forum universel des cultures. L'un de ses objectifs sera d'articuler les questions de culture et d'inclusion sociale, de créer et développer dans le monde, à partir de l'échelon local, un *Agenda 21 culturel* qui pourrait être présenté à l'organisation des Nations Unies en septembre de la même année.

Dans la perspective de renforcer notre réseau et préparer la prochaine édition mondiale de notre forum, se réalisera dans la ville de Saint-Denis (France), du 11 au 13 novembre 2003, le 2^{ème} Forum **européen** des Autorités Locales, conjointement au Forum Social Européen, ainsi que d'autres rencontres sur divers continents.

La ville de Porto Alegre s'engage à créer sur le site Web du FAL, un espace réservé au *Réseau mondial des villes pour l'inclusion sociale* comme moyen mis à disposition pour l'information et les échanges entre ses membres.

Les Autorités Locales représentées au 3^{ème} FAL s'engagent, au travers de cette résolution, à participer et contribuer aux débats et à la réalisation des rencontres mentionnées ci-dessus pour renforcer le rôle des pouvoirs locaux sur la scène internationale et affirmer avec la société civile qu'*un autre monde est possible* et nécessaire.

Face à la menace de guerre en Irak et aux conséquences mondiales qu'aurait celle-ci, nous appelons les Autorités Locales et les populations à se mobiliser contre la guerre et exiger de leurs gouvernements qu'ils agissent de façon effective pour la paix mondiale.

PORTO ALEGRE (Brésil) - le 22 janvier 2003.



SAINT-DENIS 2003

11^{ème} Forum européen des Autorités Locales // Ville de Saint-Denis - Département de la Seine-Saint-Denis.

RESOLUTION FINALE

Avec le 21^{ème} siècle est né un phénomène porteur d'espoir. Depuis le 1^{er} Forum Social Mondial tenu en 2001 à Porto Alegre (Brésil), un mouvement citoyen mondial inédit conteste l'inéluctabilité des dogmes ultralibéraux de l'actuelle globalisation et affirme qu'« un autre monde est possible ». Il se développe à partir d'une nouvelle culture de débat, d'élaboration, de décision collective.

Dès l'avènement de ce mouvement, de nombreuses collectivités territoriales se sont retrouvées en adéquation avec celui-ci et ont initié à ses côtés un Forum d'Autorités Locales pour l'inclusion sociale. En effet, leurs populations et leurs territoires subissent les choix politiques et économiques du néolibéralisme qui se traduisent par une négation croissante de tous les droits humains - économiques, sociaux, culturels et écologiques.

Le Forum des Autorités Locales a, dès ses origines, exprimé son attachement aux valeurs de la paix et son engagement, avec la 'société civile' mondiale organisée et les gouvernements locaux articulés en réseaux d'acteurs sur la scène internationale, pour la construction d'un monde plus démocratique, solidaire, renforçant depuis le niveau local la promotion d'une culture de paix et d'inclusion sociale. Nous souhaitons, à ce titre, que la paix soit retenue comme valeur fondatrice et constitutive de l'Europe.

Localement s'inventent des résistances, des solidarités, des pratiques nouvelles de citoyenneté pour préserver les droits et en faire émerger de nouveaux, à l'encontre des logiques dominantes de mise en concurrence et de marchandisation de toutes les activités humaines. Des politiques publiques locales visent à préserver et développer l'emploi, à contrecarrer la précarisation des jeunes et des populations les plus fragiles, à combattre l'exclusion sous toutes ses formes, les politiques de privatisation et la déréglementation des services publics, à promouvoir la culture, la santé, l'éducation comme biens communs et accessibles à tous... Autant d'engagements pour un développement durable, un monde où la reconnaissance et le bien être de chacun soient garants de la sécurité collective et de l'avenir de notre planète.

Les villes et territoires, quelles que soient leurs compétences, apparaissent de plus en plus comme des cadres cohérents et efficaces pour faire vivre des pratiques politiques et citoyennes mariant, de manière féconde, démocratie représentative et démocratie participative. Le droit de vote et d'éligibilité de tous les résidents constitue une condition essentielle à la réussite de ces démarches de co-élaboration des choix de gestion publique avec la 'société civile'.

Il convient de remédier à la distorsion entre ces pratiques démocratiques locales et le cadre législatif plus rigide, national et européen. Nous demandons que la constitution européenne garantisse aux pouvoirs locaux l'espace et les droits de développer des politiques publiques novatrices et garantes des droits fondamentaux, répondant ainsi aux aspirations qui se sont fait jour sur notre continent. Nous sommes attachés à ce que la constitution européenne mentionne clairement ces droits.

Nous attendons également de la future constitution qu'elle consacre la place et le rôle des pouvoirs locaux, compte tenu des responsabilités qui leur incombent, à présent, en droits et dans les faits, notamment pour l'organisation et la gestion des services répondant aux besoins des citoyennes et citoyens. Nous souhaitons par ailleurs que les politiques structurelles de l'Union et les financements européens intègrent pleinement les besoins des villes alors que la population de notre continent est de plus en plus urbaine.

Nos villes et territoires multiculturels constituent d'authentiques espaces de citoyenneté et d'intégration. Ils sont les ferments de recherches alternatives, de perspectives de transformation et de constructions politiques, du local au global, pour une autre Europe et un autre monde possibles.

Dans une dynamique commune au Forum Social, le Forum européen des Autorités Locales est un espace de débats et d'élaborations collectives. Ce nouvel espace public participe utilement au renforcement d'un réseau des collectivités territoriales pour l'inclusion sociale qui, avec le mouvement social, se veut force de propositions concrètes et de mobilisations efficaces. Dans cette perspective, nous nous félicitons de la constitution d'une voix unique des villes et pouvoirs locaux au travers de la future Organisation des Cités et Gouvernements Locaux Unis, qui verra le jour en mai 2004, à Paris.

Du travail préparatoire, des échanges et débats des sept ateliers thématiques du FAL, ressortent les analyses, recommandations et pistes d'actions suivantes ;

➤ **A propos des politiques publiques pour faire de la culture un bien commun :**

Les Autorités Locales agissent pour que le droit de tous au développement culturel entre dans les faits. Elles donnent une place centrale à cet objectif. Elles favorisent l'innovation culturelle, garantissent sa pluralité, sa diversité et son autonomie contre les pressions du marché, contre toutes les formes de censure sociale, religieuse ou politique et toutes les formes de repli 'communautariste'. Elles proclament la légitimité de l'intervention publique dans le champ culturel ainsi que leur droit à déployer les services et les espaces publics adaptés.

Sur la base de ces principes, les participants au 2^{ème} FAL européen de Saint-Denis ;

- Appuient l'action de l'UNESCO en faveur d'une convention internationale sur la diversité culturelle ;
- Travaillent à ce que la construction européenne traduise en actes ces principes, que rien dans ses textes fondamentaux (Constitution) ou ses institutions ne permette d'en limiter la mise en œuvre et que l'Europe agisse en faveur de la reconnaissance de la diversité culturelle au profit de tous les peuples de la planète ;
- Agissent pour que la culture et l'éducation soient exclues du champ de l'OMC et de l'AGCS ;
- Réaffirment leur attachement au principe de laïcité de l'action publique.

➤ **A propos des Villes de périphérie, de leurs problématiques et spécificités :**

L'essor des métropoles doit s'appuyer sur l'ensemble des villes qui les composent dans le développement de leur identité, de leurs richesses sociales et humaines. Un rééquilibrage, en ce sens, des moyens financiers, est nécessaire.

Les pratiques démocratiques qui s'y développent sont un atout pour irriguer la démocratie participative du monde urbain du 21^e siècle. Du fait de la diversité de leurs habitants elles sont décisives pour agir contre les replis identitaires, le racisme et les divisions.

La construction d'un autre monde est urgente. De ce point de vue, à partir de leurs problématiques et spécificités, les villes de périphérie doivent être des espaces, non plus à la marge, mais essentiels pour le développement humain.

➤ **A propos de la Citoyenneté et de la démocratie participative :**

Les expériences de participation démocratiques existantes sont variées, du co-gouvernement (budget participatif) aux démarches d'écoute telles que la concertation et les comptes rendus ou la consultation préalable impliquant une confiance envers l'institution.

La démocratie participative se développe à partir de la volonté politique de déléguer le pouvoir aux citoyennes et citoyens. Nous estimons que c'est un cadre de travail cohérent, efficient pour l'inclusion sociale et la construction d'un autre monde.

La démocratie, rendue plus transparente par ce processus, s'en trouve revitalisée. Ceci concourt du même mouvement à donner tout son crédit à la démocratie représentative. C'est également le moyen privilégié de renforcer l'exigence politique et citoyenne et éviter les dérives néolibérales et populistes.

La démocratie participative est guidée par les principes de la solidarité (les classes, le genre, l'ethnie, etc.). Elle doit s'associer à un processus constitutif de l'ensemble des citoyennes et citoyens afin d'éviter le particularisme.

Les participants au 2^{ème} FAL européen considèrent que ce processus doit naître et se développer dans toutes les collectivités territoriales et que les contacts réguliers entre elles à ce sujet doivent être maintenus afin que les expériences de chacun soient bénéfiques aux autres.

➤ **A propos du Service public, des services d'intérêt général :**

Les services d'intérêt général doivent être préservés de toute marchandisation et donc exclus du champ de négociation de l'AGCS. C'est aux Autorités Locales qu'il appartient de définir les caractéristiques des services publics locaux. Ce rôle doit être reconnu et garanti par la législation et la constitution européenne.

En contrepartie des obligations de service public déterminées par les Autorités Locales, la collectivité doit pouvoir apporter un financement pour que le service soit rendu dans les conditions qu'elle a fixées : ce financement ne doit pas être qualifié d'aide d'Etat au sens de la directive européenne 91-69.

Les Autorités Locales doivent pouvoir choisir elles-mêmes le mode de gestion des services d'intérêt général dont elles ont la charge, y compris pour les services d'intérêt économique général et en assumant comme point prioritaire la gestion directe des services publics locaux. Elles doivent demeurer libres de changer ce mode de gestion qui doit être réversible.

La participation des citoyennes et citoyens - usagers des services d'intérêt général- doit être encouragée ; Ils sont les principaux utilisateurs de ces services et en ont une vision incontournable pour contrôler l'exécution du service et l'évaluation de sa qualité.

➤ **A propos du développement durable et solidaire des territoires :**

L'économie, l'environnement et le social sont aujourd'hui des processus séparés, présentés comme irréductibles les uns par rapport aux autres dans le cadre de la mondialisation libérale et productiviste. Les dégâts du marché dans les domaines du social et de l'environnement sont dramatiques.

Les Autorités Locales, qui sont au cœur des politiques publiques, doivent s'engager pour construire un développement durable des territoires, promouvoir une économie sociale et solidaire, mettre en place une véritable démocratie participative. De nombreux secteurs sont concernés par la mise en œuvre de politiques alternatives : énergie, transports, logement, coopération Nord/Sud, lutte contre les exclusions et les discriminations, etc.

Parmi les multiples propositions concrètes qui ont émergées lors des débats, les participants au 2^{ème} FAL européen retiennent plus particulièrement :

- L'expérimentation de laboratoires territoriaux permettant de construire à partir du local des politiques alternatives de développement durable et solidaire ;

- La création d'un inter réseau aux niveaux local, national, européen et international pour permettre la circulation des informations, la collaboration des acteurs, la coordination des ressources et des actions ;
- La globalisation de l'approche des problèmes afin de construire un assemblage des politiques sur les différents territoires, lesquels sont en réalité étroitement imbriqués ;
- La construction d'une coopération entre les institutions et l'engagement de leurs responsabilités solidaires quant aux politiques qu'elles mettent en œuvre ;
- La création de critères de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques de développement durable et solidaire des territoires ;
- La promotion de la désobéissance institutionnelle lorsque le droit est contraire à l'intérêt général.

Plus que jamais, l'enjeu est de rendre le développement durable 'désirable' et de l'inscrire au cœur des politiques publiques de l'ensemble des Autorités Locales.

➤ **A propos des Droits de la personne dans la ville :**

Des situations discriminantes perdurent au sein même de nos sociétés occidentales européennes. Les mouvements migratoires de population, les modalités de développement de nos villes soumises aux lois du marché foncier, créent des situations de pauvreté, avec la résurgence de zones d'exclusion, voir des risques de ghettos.

Néanmoins, les décisions prises par les Autorités Locales peuvent être un facteur décisif quant à l'évolution des droits. Elles doivent :

- Affirmer leur rôle pour la préservation des droits acquis, la gestion des services de base, la promotion des droits nouveaux et la pleine reconnaissance des Droits de l'Enfant ;
- Elargir le réseau des villes signataires de la Charte des Droits de l'Homme dans la ville et mettre en place un mécanisme de contrôle de son application dans les villes au niveau européen ;
- Faire progresser les directives européennes sur la question des Droits de l'Homme dans la ville.

➤ **A propos de l'action internationale des collectivités, pour la paix et le développement :**

Les participants au 2^{ème} FAL européen de Saint-Denis proposent :

- Un groupe de suivi qui poursuive la réflexion, mette en place un réseau informatif et développe les réseaux existants (AFCDRP, *Mayors For Peace*, CONFOCOS, *Pace*, etc.) ;
- Un travail pédagogique pour faire connaître la notion de Culture de la Paix et pour sa plus large diffusion auprès des élus, des fonctionnaires territoriaux et des habitants ;
- La constitution de réseaux en fonction de thématiques prioritaires (l'accès à l'eau et à l'assainissement, la santé, la formation paritaire etc.) ou de proximités géographiques.

Nous demandons :

- Un véritable préambule de la Constitution européenne qui s'inspire de la « Charte des droits de l'Homme dans la ville » ;
- La mention dans la Constitution, du rôle des collectivités territoriales, avec des moyens identifiés et suffisants pour la coopération décentralisée ;
- La reconnaissance du rôle possible des villes dans la prévention des conflits, l'importance de la culture de Paix 'du quartier à la planète' ;
- Les références à la citoyenneté de résidence, au droit de vote et d'éligibilité aux élections locales ;
- Les références à la citoyenneté européenne, la reconnaissance des droits de la personne, notamment pour que la parité homme/femme en politique devienne une valeur partagée par l'ensemble des pays européens.
- L'intégration des notions de droits humains, économiques, sociaux, culturels, écologiques dans la constitution européenne.

Ces propositions forment le corpus d'une culture commune qui fonde l'existence et le développement d'un réseau mondial des collectivités territoriales pour l'inclusion sociale, initié à Porto Alegre dès 2001 et au plan européen, à Florence, en novembre 2002.

Nous invitons à poursuivre ce travail et à ce que chacune des collectivités parties prenantes contribue à l'élargissement de ce réseau à partir des grands rendez-vous à venir :

- Le 4^{ème} Forum Social Mondial, du 16 au 21 janvier 2004, à Bombay (Inde) ;
- Le congrès d'unification FMCU / IULA / METROPOLIS, du 2 au 5 mai 2004 à Paris (France) ;
- Le 4^{ème} Forum mondial des Autorités Locales, qui consacrera le lancement d'un Agenda 21 de la culture, les 7 et 8 mai prochains, dans la cadre du 'Forum universel des cultures Barcelone 2004' (Espagne, Mai à septembre) ;
- La 4^{ème} conférence internationale sur la Charte des droits de l'Homme dans la ville, en décembre 2004 à Nuremberg (Allemagne.)

SAINT-DENIS (FRANCE), le 13 novembre 2003.



BARCELONE 2004

DECLARATION FINALE

IV^e Forum des Autorités Locales pour l'inclusion sociale de Porto Alegre

Barcelone, les 7 et 8 mai 2004

Le 4^e Forum des autorités locales pour l'inclusion sociale s'est tenu à Barcelone, au moment où le mouvement international des villes et pouvoirs locaux vient de franchir une étape fondamentale pour devenir un acteur influent dans l'arène des relations internationales. Le Congrès sur la fusion des organisations internationales (FMCU, IULA et METROPOLIS), qui a eu lieu à Paris du 2 au 5 mai et qui a donné naissance à la nouvelle organisation Cités et gouvernements locaux unis, doit permettre de renforcer l'action conjuguée des villes pour affronter les enjeux émergeant sur les nouvelles scènes globales.

Dans ce contexte, le 4^e Forum des autorités locales pour l'inclusion sociale de Porto Alegre, tenu à Barcelone dans le cadre du Forum universel des cultures – Barcelone 2004, a axé ses travaux sur une idée commune de la culture comme élément d'inclusion sociale, de démocratisation et de garantie du respect et de la tolérance entre les peuples et les personnes.

La période écoulée depuis la réalisation du 3^e Forum des autorités locales de Porto Alegre a confirmé quelques-unes des prévisions les plus pessimistes formulées lors de ses débats et dans ses conclusions. La dynamique de la guerre figure malheureusement au premier plan de l'actualité mondiale. Dans ce processus, les gouvernements des États nationaux et les organisations internationales qui les représentent ont fait la preuve de leur incapacité à résoudre les tensions et les conflits dans le respect des principes du droit international, ce qui a conduit à une grave crise de légitimité pour ces mêmes organisations. Cette situation met aussi en évidence la nécessité de continuer à avancer dans la création d'instruments supranationaux démocratiques qui puissent gouverner la mondialisation. Comme il était affirmé dans le II^e FAL, « inverser cette logique de guerre exige non seulement la réduction des dépenses militaires et la reconversion de l'industrie de l'armement, mais aussi une réforme démocratique des institutions internationales à même d'élargir l'espace des pouvoirs locaux, de reconnaître les demandes des pays les plus pauvres et de permettre la participation effective de la société civile mondiale ».

Ainsi, dans un cadre international caractérisé par de fortes tensions et d'importants conflits, et comme il a été répété au cours des différents FAL, les villes se convertissent en des espaces de dialogue et de tolérance par excellence.

Les initiatives des pouvoirs locaux, en coopération avec les mouvements sociaux, doivent constituer le contrepoint nécessaire pour inverser la logique de la confrontation. La tenue du Forum 2004 de Barcelone représente un exemple des actions que les pouvoirs locaux peuvent entreprendre en faveur de la détente, du dialogue et de la coopération entre les peuples.

Dans ce contexte, et pour œuvrer dans cette direction, la culture constitue un outil d'une importance exceptionnelle. La culture toujours comprise au sens large, loin des conceptions élitistes ou fermées, en tant que facteur d'inclusion et de justice sociale, en tant qu'élément constitutif d'un métissage créatif, résultat de l'interaction, de la coexistence harmonieuse et du dialogue entre les peuples et les personnes et, enfin, en tant qu'élément central des droits de l'Homme dans leur ensemble.

L'accès aux biens culturels et à la connaissance étant dominé par les marchés, la mondialisation actuelle peut réellement générer une rupture dans les processus d'inclusion sociale, en aggravant la « fracture numérique », c'est-à-dire le manque d'accès de très larges secteurs de la population aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, avec pour conséquence la pérennité du sous-développement économique et social. Les municipalités, en tant que pouvoirs publics, doivent travailler à garantir la plus grande inclusion possible des personnes et des différents groupes sociaux, à partir de politiques publiques qui démocratisent et étendent l'accès aux services de base et à la connaissance nécessaires à la génération et à la distribution des richesses, et pour le développement d'une citoyenneté pleine et entière. La lutte contre les monopoles de l'information et de la connaissance, pour la démocratisation des savoirs et pour l'éducation et la formation technique et culturelle des citoyens et citoyennes est devenue une priorité des politiques publiques que développent les pouvoirs locaux afin de progresser en termes de justice, de solidarité et d'inclusion sociale.

La culture ainsi comprise doit constituer un instrument pour le dialogue et la coexistence harmonieuse entre les peuples et les personnes. Nos villes actuelles, caractérisées en général par leur structure de sociétés complexes fondées sur une diversité croissante, doivent être capables de se convertir en espaces de dialogue et de rencontre entre les différentes conceptions philosophiques, culturelles et religieuses qui cohabitent en leur sein. Une telle coexistence harmonieuse devrait permettre, d'une part, la création de synthèses et de métissages créatifs, dynamiques et mutuellement enrichissants, et dépassant toujours la tentation des « ghettos » culturels, des compartiments étanches, isolés et étrangers à toute relation créative. D'autre part, le dialogue et le « vivre ensemble » dans nos villes entre origines culturelles diverses doivent pouvoir démentir dans la pratique le présumé déterminisme des inévitables conflits entre civilisations, défendu par certains pouvoirs et secteurs intellectuels, un raisonnement qui ne mène qu'à l'aggravation de la logique de guerre actuelle dans laquelle le monde est plongé.

À partir du dénominateur commun du respect des principes universels des droits de l'Homme reconnus dans les divers instruments juridiques internationaux, lesquels doivent constituer les règles du jeu de la cohabitation dans la ville démocratique et inclusive, la culture et ses différentes expressions acquièrent une évidente dimension de droit fondamental de l'Homme. Le respect des différentes cultures, compatible avec l'existence de ces normes de cohabitation démocratique, doit être l'un des traits caractéristiques de l'action des autorités locales.

La protection de cette diversité face aux fausses homogénéisations et aux colonisations culturelles, jointe à la dynamisation de l'interculturalité et de l'influence mutuelle entre différentes expressions culturelles, constitue un actif de la ville démocratique.

Par ailleurs, ces politiques publiques facilitent les processus d'inclusion sociale en s'opposant à toutes les formes de ségrégation, qui constituent fréquemment le premier pas vers une exclusion sociale plus profonde.

Le Forum des autorités locales pour l'inclusion sociale, dont la naissance est étroitement liée au Forum social mondial, oriente son action pour faire que, grâce aux villes, un autre monde soit possible sur des bases de justice et d'équité sociale. En cohérence avec sa vocation, déjà exprimée lors du 1^{er} FAL, à œuvrer pour que les villes trouvent une voix propre et aient toute leur place au sein des organismes internationaux, le IV^e Forum des autorités locales pour l'inclusion sociale a débattu et approuvé l'**Agenda 21 de la culture**, comme engagement et programme des villes pour le développement culturel de l'humanité. L'Agenda 21 de la culture sera présenté au Forum urbain mondial des Nations unies qui se tiendra à Barcelone en septembre prochain, dans la volonté de le faire adopter comme document de référence et de travail au niveau mondial.

Une fois constituée lors du congrès de Paris la nouvelle organisation mondiale Cités et gouvernements locaux unis, les villes présentes décident de mettre en place un Réseau des Autorités Locales pour l'inclusion sociale, qui sera rattaché à cette organisation.

Dans un délai de six mois, à compter de la clôture de ce IV^e FAL, les gouvernements locaux qui l'auront décidé pourront, au moyen d'un accord formel, adhérer à ce réseau, et s'engageront à s'efforcer de développer les politiques publiques dérivant des documents approuvés lors des différentes éditions du FAL.

BARCELONE (ESPAGNE), le 8 mai 2004.



PORTO ALEGRE 2005

PLAN DE TRAVAIL DU FORUM DES AUTORITES LOCALES POUR L'INCLUSION SOCIALE ET LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

1 - Introduction :

Au fil des éditions du FAL est apparue l'évidente nécessité de construire un réseau citoyen engagé pour la démocratie, la défense des droits humains, la lutte pour la paix et l'inclusion sociale. Nous nous attachons à concrétiser ce défi, à la fois stratégique et nécessaire, pour décliner et articuler les objectifs les plus nobles des gestions locales et de proximité : tendre à l'universalisation des politiques d'égalité. En définitive, nous poursuivons le rêve d'un autre monde possible, mais nous savons que nous devons le construire à partir de celui dans lequel nous vivons.

Aujourd'hui sont jetées les bases de ce réseau en relation et à partir de deux perspectives complémentaires. La première relève de la convergence avec les mouvements sociaux et le FSM, qui en est l'expression la plus globale. La seconde tient à notre volonté de coopérer avec les organismes et réseaux de villes et la nouvelle organisation C.G.L.U, au renforcement de laquelle le FAL entend apporter son concours.

Notre histoire est aussi courte qu'intense. Mais, animés de la conviction qu'un autre monde est possible et qu'il se construit à partir des villes, l'essentiel est à venir.

2 - Axes stratégiques :

- Nous réaffirmons le caractère majeur du lien entre les Autorités Locales et les mouvements sociaux, fondé sur l'articulation stratégique entre le Forum Social Mondial et le Forum des Autorités Locales.
- Nous réitérons notre engagement, de l'échelon local à l'échelon international, pour la promotion de politiques publiques d'inclusion, la démocratie participative et la paix.
- Reconnaisant l'histoire courte, mais aussi dense, productive, créative du FAL, nous entendons relever de nouveaux défis à partir des solides acquis politiques déjà construits dans ce cadre et de l'articulation stratégique aux acteurs du FSM.
- Nous affirmons et revendiquons la place des villes et Autorités Locales comme acteurs à part entière sur la scène internationale et leur rôle pour le devenir de la planète et la construction d'un autre monde possible.
- Nous misons sur la poursuite de notre travail en réseau horizontal, lequel a jusqu'ici permis une efficace articulation entre villes, réseaux et mouvements sociaux.
- Nous proposons que, pour son développement à venir, le FAL se décline en forums thématiques et régionaux liés aux processus du FSM.

3 - Axes thématiques et orientations de travail :

Pour toutes ces raisons, ce 5^{ème} FAL, réuni dans le cadre du Forum Social Mondial à Porto Alegre, le 25 janvier 2005, décide d'approuver ce plan de travail et les objectifs suivants qui le concrétisent :

1. Participer au Conseil International du FSM et renforcer l'articulation entre FAL et FSM, à travers le Réseau FAL. Entretenir un lien fort et durable avec les mouvements sociaux, via le FSM, pour des campagnes mondiales que ce forum propose, comme par exemple la campagne mondiale pour la réforme des Institutions internationales. Intercéder pour que les gouvernements locaux participant au FAL puissent développer des espaces lors les Forums Sociaux Mondiaux et locaux, comme cela a été mentionné au cours de la dernière réunion de la commission du Conseil International du FSM sur les contenus.
2. Le FAL développera les axes de travail thématiques suivants ;
 - Politiques publiques locales démocratiques pour l'inclusion sociale, le développement durable, un développement humain local fondé sur l'équité.
 - Participation citoyenne et renforcement de la démocratie locale.
 - Encouragement à la coopération décentralisée : pour la solidarité et la coopération entre les villes et leurs habitants.
 - Droits de l'Homme dans la ville : avancer vers une charte universelle des Droits humains dans la ville.
 - Culture de paix, non-violence et résolution politique des conflits.
3. Former au sein de C.G.L.U la Commission de l'Inclusion Sociale, qui élaborera un plan de travail et des règles de fonctionnement devant être validés lors de la prochaine réunion du Bureau Exécutif à Pékin. Ce faisant, nous travaillerons activement avec l'ensemble des réseaux régionaux et thématiques de villes qui promeuvent des politiques publiques démocratiques et d'inclusion sociale.
4. Etendre les propositions du Réseau FAL à travers la promotion de FAL régionaux et thématiques qui présentent ces propositions à des Autorités Locales du monde entier. Ces FAL aux objectifs géographiques plus restreints, permettront l'enrichissement du patrimoine programmatique du réseau en incorporant des problématiques locales, régionales et continentales spécifiques.
5. Réunir le contenu des débats conduits et retracés dans les actes des divers FAL, aux fins de créer, pour les gouvernements locaux, un support de connaissances et propositions utiles à la lutte contre l'exclusion, pour la démocratie participative, la coopération décentralisée et la culture de paix. La diffusion de ce matériel sera importante tant en direction des Autorités Locales et réseaux d'Autorités Locales, qu'en direction des réseaux de mouvements sociaux et organismes internationaux multilatéraux.
6. Inciter les acteurs du réseau à travailler de manière coordonnée à l'élaboration de projets internationaux de coopération pour l'inclusion sociale et la démocratie participative, aux fins de jeter les fondements d'une alternative au modèle d'exclusion que nous vivons actuellement. Cette stimulation générera le croisement du travail de groupes thématiques et de projets spécifiques permettant d'avancer dans l'élaboration de propositions viables.
7. Promouvoir la connaissance et la diffusion des expériences innovantes en matière d'inclusion sociale et de participation démocratique pour ; enrichir encore le patrimoine du réseau FAL à ce sujet, crédibiliser et légitimer ces politiques auprès des Etats et organisations internationales, aider à l'échange d'expériences concrètes et au développement de politiques de coopération partagées et solidaires entre les populations, débouchant sur de véritables liens d'amitié entre celles-ci.
8. Mettre en place des mécanismes de communication et de diffusions interactives qui garantissent un circuit permanent d'informations sur les actions, propositions, rencontres, campagnes en rapport avec les objectifs du réseau FAL. Pour ce faire, seront créés un portail Internet, une lettre électronique, une base de données et de documents.
9. Organiser les prochaines sessions du FAL sur des axes thématiques concrets et de façon articulée et coordonnée avec le FSM. La Commission coordinatrice recevra les propositions en la matière et proposera l'axe thématique qui en découle.

10. Le réseau FAL se dotera des moyens financiers, techniques et humains indispensables à la mise en œuvre de ce plan de travail et au développement du réseau. La Commission coordinatrice établira les mécanismes nécessaires pour ce faire.

Pour la mise en œuvre de ce plan de travail, le réseau FAL disposera d'une Commission coordinatrice et d'un Secrétariat technique.

- La Commission coordinatrice sera l'instance responsable du développement de ce plan de travail. Participeront à celle-ci des gouvernements locaux et réseaux de villes. Participeront, comme invités, des représentants du Forum Social Mondial et d'autres entités.
- Les différentes personnes et institutions intégrant la commission y assumeront les responsabilités spécifiques de caractère sectoriel, territorial ou thématique qu'elles s'assignent.
- Elles porteront les différentes expressions du FAL visant à établir un cadre de relations avec d'autres institutions et le FSM.
- La Commission coordinatrice travaillera à l'instauration des mécanismes garantissant le bon fonctionnement du réseau FAL.
- De façon progressive et en prenant en compte des critères géographiques et thématiques d'intérêt, la Commission coordinatrice intégrera les villes et gouvernements locaux disposés à y assumer des responsabilités concrètes.
- Le secrétariat technique exécutif du FAL a été créé après le IVème FAL, avec pour fonction de coordonner et exécuter les décisions prises par la Commission coordinatrice. Il sera formé d'un(e) secrétaire technique exécutif. Ce dernier agira et assumera également la fonction de Secrétaire de la commission Inclusion sociale de C.G.L.U.

PORTO ALEGRE (BRESIL), le 25 janvier 2005.



CARACAS 2006

DECLARATION FINALE

VI° Forum des Autorités Locales pour l'inclusion sociale et la démocratie participative

La 6^{ème} édition du FAL se réalise alors que la construction d'un autre monde possible se fait plus urgente que jamais. En effet, le contexte dans lequel s'exprime l'exigence grandissante d'inclusion sociale est caractérisé par une pensée unique, néolibérale, et ses politiques mercantiles et militaristes, à visée impériale et hégémonique.

Le concept stratégique de *guerre préventive*, qui n'est rien d'autre qu'une guerre permanente engendrant un nombre croissant de victimes civiles ; l'interdiction faite à la libre circulation des personnes dans ou entre les pays, dont les plus ignominieuses expressions se matérialisent par le mur érigé à la frontière américano-mexicaine, celui qui empêche le développement d'une vie digne en Palestine ou encore, les barrières barbelées de Ceuta et Melilla ; la résurgence du racisme ; les interventions obstinées à l'encontre de la souveraineté des pays du Sud par le G8 et l'Organisation Mondiale du Commerce ; les agressions répétées contre le choix souverain de pays comme le Venezuela, qui ont décidé d'emprunter le chemin de la solidarité avec les déshérités du monde ; l'exclusion que vit la majorité des gens d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie et le développement croissant de la pauvreté et de la précarité dans les pays dits 'riches', au Nord ; les choix réitérés de prolifération et de modernisation des armes nucléaires, en violation des dispositions du Traité de Non Prolifération (TNP), cela sous le regard impitoyable des « décideurs mondiaux »... constituent autant d'injustices et de drames qui ne sont que les symptômes de cette volonté de pouvoir et de domination hégémoniques.

Dans le même temps, le mouvement altermondialiste qui lutte pour une autre globalisation, respectueuse de la diversité culturelle, pour la démocratie participative, l'égalité et la justice sociale a émergé et remporté des succès sur la scène mondiale. Au sein des populations discriminées se manifestent chaque jour de nouvelles et nombreuses initiatives et actions politiques. Il est important de souligner le rôle que jouent à leurs côtés et en faveur de leurs exigences, de nombreux Gouvernements locaux. Et ce n'est qu'un commencement !

Réuni à Caracas (République Bolivarienne du Venezuela), le VI° FAL a débattu différents thèmes en lien avec la situation et les résistances qui s'organisent en divers lieux de la planète par des collectivités locales, tant urbaines que rurales, dans les métropoles -depuis leurs centres ou leurs périphéries- pour réduire l'exclusion sociale, la pauvreté endémique, la précarité et favoriser la participation citoyenne à la construction d'une alternative, d'un autre monde possible fondé sur les valeurs de la solidarité, la coresponsabilité, la tolérance et le développement durable. Nous avons également discuté l'importance capitale que recouvre l'engagement des Autorités locales dans ce processus et la nécessité d'accélérer celui-ci, à partir de nos convictions, au service de l'inclusion sociale et pour une maîtrise populaire du pouvoir.

En ce sens, les représentants des pouvoirs locaux réunis à Caracas, les 23 et 24 janvier 2006, réaffirment leur engagement en faveur de l'inclusion sociale comme moyen et condition de la construction d'une société plus juste et d'une démocratie plus participative.

Le VI° FAL de Caracas a discuté sérieusement, lors de ses séances plénières et ateliers thématiques, les sujets qui apparaissent fondamentaux à la construction d'un autre monde tels que l'inclusion sociale, les problématiques des périphéries/ métropoles mondiales, des droits humains dans la ville, de la coopération décentralisée, de la culture de la paix et de la démocratie participative.

Outre ces axes thématiques du FAL, le forum a porté une attention particulière à la question de la confiscation des médias dans le but de déformer, dans l'opinion publique, la vérité et de contrecarrer la pensée altermondialiste. Ces médias dominants qui font leurs les paradigmes néolibéraux, occultent les justes luttes des organisations sociales en faveur des plus pauvres -dans bien des pays, la majorité- et pressent les Autorités locales de mettre en œuvre des politiques contraires à la volonté populaire. Dans ce registre, il apparaît donc prioritaire d'accorder un appui effectif et désintéressé aux médias communautaires et alternatifs.

Nous nous engageons à soutenir le travail de la Commission inclusion sociale et démocratie participative, créée par le FAL au sein de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) et à travailler, notamment, à l'accomplissement des Objectifs du millénaire pour le développement dans les villes, en relation étroite avec les mouvements sociaux et la société civile organisée.

Nous continuons sur la voie du dialogue et des échanges constructifs avec le Forum social mondial en réaffirmant notre attachement à la Charte des principes du FSM et à la Charte de Porto Alegre. En conséquence, nous déploierons tous les efforts nécessaires pour converger vers le continent africain où se réalisera, dans la ville de Nairobi (Kenya), le FSM 2007, avec la perspective, dans ce futur proche, de nous rencontrer à nouveau.

CARACAS (VENEZUELA), le 24 janvier 2006.



NAIROBI 2007

DECLARATION FINALE

Pendant le premier Forum Social Mondial de Porto Alegre, les Autorités locales furent présentes, conjointement aux mouvements sociaux, dans le respect de la Charte des principes du Forum Social Mondial. Lors de cette 7^{ème} rencontre du FAL, dans le cadre du FSM de Nairobi, nous nous retrouvons à nouveau pour affirmer le rôle des pouvoirs locaux pour « un autre monde possible ».

Le FSM de Nairobi -premier Forum social mondial en Afrique- a représenté une opportunité d'établir des liens entre pouvoirs locaux et mouvements sociaux africains. En amont et dans la perspective de ce rendez-vous de Nairobi, furent organisés des ateliers lors de la conférence Africités (septembre 2006) ainsi qu'un séminaire à Milan, en relation avec des pouvoirs locaux africains.

Les politiques néolibérales ont un impact sur la vie quotidienne de nos citoyennes et citoyens et de nos territoires. Nous restons convaincus que, depuis les pouvoirs locaux jusqu'au niveau mondial, se développent des pratiques et des expériences pour contrer les logiques néolibérales d'exclusions et de dominations et contribuer à construire une autre mondialisation.

Avec le réseau FAL, les Autorités locales ont participé et participent au mouvement de contestation de ces logiques. Elles ont participé à la promotion, dans les agendas politiques, de la paix, de l'inclusion sociale, de la démocratie participative, de la thématique des métropoles solidaires, de la défense et la promotion des services publics, du respect des droits fondamentaux (éducation, santé, logement, accès à l'eau pour tous...), du droit à la ville et à un environnement préservé et du droit à une pleine citoyenneté pour les migrants.

Avec le réseau FAL s'est construit un espace de rencontres, de débats et d'articulations avec le Forum Social Mondial. Ces liens, nous voulons les approfondir, convaincus qu'ils sont nécessaires pour construire des alternatives locales/globales. Le FAL se mobilise contre la criminalisation des protestations et luttes sociales. Nous manifestons notre engagement comme acteurs de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Nous contribuons à construire des coopérations décentralisées traduisant notre engagement pour *un autre monde possible*. Nous réaffirmons notre volonté d'une alliance stratégique entre mouvement social et Autorités locales.

Le FAL de Nairobi a développé des séminaires communs entre mouvements sociaux et Autorités locales à l'intérieur du FSM (thèmes et organisateurs sur le site www.redfal.org).

Nous sommes déterminés à approfondir ces liens, avec toutes les Autorités locales et mouvements sociaux qui le souhaitent, travaillant les thématiques « territoires, pouvoirs locaux, mondialisation et néolibéralisme ». L'événement qu'a constitué le FALP pour des métropoles solidaires (Nanterre, Mars 2006), illustre notre capacité à aborder ces thématiques au travers de politiques publiques alternatives.

Face à la situation de conflits armés, du problème de la faim, du logement, de la pandémie du VIH/Sida, de l'occupation de territoires du continent africain, nous exprimons notre volonté de collaborer avec les Autorités locales et la société africaine qui sont en train de démontrer leurs capacités à affronter ces problèmes en élaborant des solutions innovantes au service d'un développement humain, durable et inclusif.

AGENDA, OUVERT, D'ENGAGEMENTS :

De façon partagée et coresponsable, les gouvernements locaux collaborent à la dynamisation du réseau FAL. Ils assumeront les tâches nécessaires à son bon développement au travers des axes suivants :

- Articulation des relations avec le Forum Social Mondial (FSM) ;
- Articulation avec Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) à travers la *Commission Inclusion Sociale et Démocratie Participative*, le groupe de travail *Villes de périphérie* ainsi qu'avec les autres commissions et groupes de CGLU ;
- Développement du réseau FAL ; L'Amplifier, l'ouvrir, le diversifier. Optimiser l'articulation et les liens aux autres réseaux thématiques et territoriaux.

Le FAL s'engage à s'inscrire dans le processus du FSM. Il appuie la journée mondiale de mobilisation de 2008 ainsi que les campagnes et luttes décidées au FSM de Nairobi comme les campagnes pour le droit au logement, la défense des services publics et la réforme des Institutions internationales et accompagnera les processus régionaux et thématiques dans la perspective du FSM 2009.

Comme activités concrètes qu'impulse le réseau FAL, initiatives ouvertes aux propositions et à la co-élaboration des Autorités locales du réseau et des mouvements sociaux qui le souhaitent :

- **Etats généraux pour le logement** - AIH/Bobigny (2, 3 février 2007, France)
- **Forum mondial sur la souveraineté alimentaire** - URGENCI/Aubagne (Fév. 2007, Mali)
- **Assemblée mondiale de l'eau** - Bruxelles (18 au 20 mars 2007, Belgique)
- **Rencontre internationale sur les expériences de budgets participatifs** et constitution d'un groupe de travail sur ce thème – *Diputacion* de Malaga (28 au 31 mars 2007, Espagne)
- **Rencontre internationale de Barcelone** : les Autorités locales porteuses de pratiques innovantes en matière d'inclusion sociale - Barcelone (2007, Espagne)
- **Congrès sur les nouvelles formes de citoyenneté pour les immigrés** - Province de Milan (Septembre 2007, Italie)
- **Rencontre des Autorités locales et des Mouvements sociaux contre la criminalisation des luttes sociales** - Caracas (Octobre 2007, Venezuela)
- **Assemblée des Villes européennes** - Réseau nouvelles municipalités/Rome (Oct. 2007, Italie)
- **Congrès mondial de CGLU** - Jéju (28 au 31 octobre 2007, Corée du Sud)
- **Journée sur « Les pouvoirs métropolitains et la démocratie participative »** dans le cadre de la 7^{ème} conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) – Nanterre/Réseau FALP (Novembre 2007, France)
- **Rencontre « la démocratie participative pour le développement du local au global »** - Région Rhône-Alpes (10 au 12 décembre 2007, France)
- **Congrès sur la Paix et la diplomatie des villes** - Province de Milan (Mars 2008, Italie)
- **Forum d'Autorités locales pour la défense des services publics** - Cordoue (2008, Espagne)
- **2^{ème} FALP** pour des métropoles solidaires (2008).

NAIROBI (KENYA), le 23 janvier 2007.



BELEM 2009

LES ENGAGEMENTS DE BELEM

IX^e Forum Social Mondial, 8^{ème} Assemblée du réseau FAL, 1^{ère} Assemblée du Forum des Autorités Locales d'Amazonie

Un Agenda d'avenir pour les Autorités Locales

1. Du 28 au 31 janvier 2009, à Belém do Para, les Autorités Locales se sont rencontrées dans le cadre du Forum social mondial célébré en Amazonie brésilienne. Cette assemblée réunissait des villes, réseaux de villes et gouvernements locaux intermédiaires ou autonomes avec les représentants de réseaux, mouvements et organisations du Forum social mondial et des personnalités de gouvernements fédéraux et nationaux et d'organismes internationaux.
2. Dans le contexte actuel de crise structurelle globale, le Forum des Autorités Locales réaffirme l'importance de la coopération et de l'organisation en réseau des différents niveaux de pouvoirs locaux et territoriaux et de leur alliance avec les mouvements sociaux pour la construction d'un autre monde possible. Le FAL, réseau pluraliste, est lui-même composé d'élus locaux militants, le plus souvent issus de différents mouvements sociaux.
3. Ce 8^{ème} Forum se réunit au moment où le monde connaît une crise globale de dimension et de durée sans doute inédites. Les effets les plus violents de cette crise se manifesteront majoritairement dans les populations et les territoires les plus défavorisés. Cette crise n'est pas seulement financière. Le monde de *Wall Street* et les propositions du Forum économique de Davos conduisent au naufrage et plongent l'humanité dans une crise de civilisation. Cette crise globale est en même temps économique, sociale, environnementale, énergétique, alimentaire... Elle prend aussi un caractère belliciste comme en témoigne la guerre meurtrière dont vient d'être victime le peuple palestinien dans la bande de Gaza. Cette crise systémique révèle l'échec de l'unilatéralisme néo conservateur et de son idéologie.
4. Face à ce panorama de désolation, prennent progressivement corps des alternatives diverses dans des espaces locaux ou/et métropolitains (la moitié de l'humanité est aujourd'hui urbaine), régionaux, nationaux et globaux, alternatives et expériences qui ouvrent de nouvelles perspectives et horizons vers un autre monde possible : *processus d'intégration des peuples et régions et pour un multilatéralisme rénové ; expériences de démocratie participative ; politiques actives de socialisation (inclusion sociale) ; réappropriations des biens et services publics ; défense des droits humains, culturels, linguistiques ; plates-formes d'échanges et de coopération pour la construction de métropoles solidaires ; respect de la diversité et valorisation de la solidarité ; propositions de coopérations Sud-Sud ; propositions d'alliance des civilisations et pour la promotion d'une culture de paix et de la non violence.* Dans le même esprit, le dépassement de systèmes économiques basés sur l'exploitation systématique et destructrice des ressources naturelles aux seules fins d'encourager et satisfaire une demande croissante de consommation incontrôlée et irresponsable ; *les expériences qui démontrent la viabilité d'une économie sociale, durable et solidaire ; les nouveaux modèles territoriaux de développement local basés sur la préservation de leurs ressources et une plus juste répartition des richesses...* sont quelques-unes des expressions du monde que nous voulons construire.

5. Dans ce contexte de crise et d'alternatives émergentes, le « local » devient l'espace stratégique pour relever les défis posés. Ces dernières années, nos Gouvernements locaux ont établi des relations et alliances nouvelles avec les Mouvements sociaux et les différents modes d'organisation de la citoyenneté locale en construisant des réseaux d'échanges spécifiques (FAL-P, Plate forme mondiale PPIS, FAL-A...). Tout ce travail concourt au développement de politiques locales innovantes en matière de gestion démocratique et d'inclusion sociale. Nous poursuivons ainsi l'objectif que le FAL se développe comme un réseau de Gouvernements locaux se substituant aux modèles rigides, centralisés et bureaucratiques par une alternative d'organisation horizontale, décentralisée et flexible, pratiquant une solidarité globale opposée aux causes et effets d'une globalisation ségrégative.
6. Le FAL impulse une stratégie internationale/locale articulée à l'expérience et aux pratiques de nombreuses villes du monde et basée sur la solidarité éthique et politique, le combat contre toutes les formes d'exclusion et de discrimination attentatoires aux droits humains et sociaux sur leurs territoires. Nous soulignons le potentiel émancipateur des initiatives qui s'incarnent dans l'alliance entre pouvoirs locaux et citoyenneté locale et se concrétisent en politiques publiques démocratiques, participatives et inclusives en mettant l'accent sur le rôle déterminant que les femmes jouent dans ces processus : l'égalité de genre doit être une priorité absolue dans le développement des communautés locales.
7. Le réseau FAL défend l'idée qu'avec toutes les luttes pour la démocratie et la justice globale est en train de naître un nouvel internationalisme de la solidarité locale/globale. Ce mouvement comprend un nombre croissant de réseaux de villes et régions, de gouvernements démocratiques et internationalistes qui développent des actions ne se limitant pas à l'espace institutionnel ou aux sphères étatiques. Le réseau FAL se réfère à une éthique de la solidarité, une culture internationaliste et une action politique globale. Nous pouvons rêver et lutter pour des territoires différents, où il fasse meilleur vivre, plus humains et durables.
8. Les villes et territoires sont des espaces de réinvention de la démocratie. Travailler à partir du local pour penser et agir au niveau national et international permet d'articuler concrètement la lutte pour le changement démocratique et la transformation sociale, pour le développement durable, le respect des droits humains dans la ville, l'intégration des peuples pour un nouveau système mondial plus juste et démocratique.
9. Pour le réseau FAL, la coopération internationale décentralisée et horizontale constitue un outil précieux pour renforcer les pouvoirs locaux et améliorer la vie des populations, résister aux impacts négatifs de la globalisation et renforcer la lutte collective pour une mondialisation alternative. Nous réaffirmons la nécessité de penser et agir local/global. Cet autre monde possible et nécessaire auquel nous aspirons et travaillons commence dans les villes, au sein desquelles se noue l'alliance stratégique avec les mouvements sociaux.
10. Dans ce contexte de crise mondiale du capitalisme, le 8^{ème} Forum des Autorités Locales, réuni à Belém do Para dans le cadre du FSM, considère comme une tâche urgente et prioritaire de contribuer, par des efforts collectifs, à la construction d'alternatives et d'impulser par là même un contrôle démocratique de l'économie et de l'Etat. Ces alternatives, initiées et promues par les Gouvernements locaux du réseau FAL, se fondent sur les valeurs communes universelles qu'énoncent les principes de justice sociale, d'équité et de développement durable.
11. Ce 8^{ème} FAL de Belém apporte de nouvelles réflexions et propositions sur cinq grands axes thématiques et pour un agenda d'actions qui renforce l'engagement et le rôle de notre mouvement d'Autorités locales pour un autre monde possible (consultables sur www.falfala.org et www.redfal.org).

Le FAL manifeste conjointement son engagement à construire et renforcer Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), qui reprend à son compte une part de ces propositions. Cela se manifeste au sein des commissions de CGLU dans lesquelles les Autorités locales du réseau FAL sont les plus actives : *Inclusion sociale et démocratie participative ; Villes de périphérie ; Coopération décentralisée ; Culture et diplomatie des villes.*

Conséquemment, nous demandons que ces nouvelles réflexions soient prises en compte dans les agendas de nos gouvernements nationaux et ceux des Organisations internationales.

BELEM DO PARA (BRESIL), le 31 janvier 2009.



GETAFE 2010

LES AUTORITES LOCALES DE PERIPHERIES POUR DES VILLES ET REGIONS METROPOLITAINES SOLIDAIRES, DURABLES, DEMOCRATIQUES ET CITOYENNES

Après la ville de Nanterre (France) en mars 2006, la ville de Getafe (Espagne), a accueilli le 2^{ème} Forum d'Autorités Locales de Périphéries (FALP), les 10, 11 et 12 juin 2010.

La mobilisation autour de sa préparation et sa réussite en termes de participation réaffirment notre volonté d'Autorités locales de banlieues d'être des acteurs centraux de villes et régions métropolitaines solidaires, durables et démocratiques. Dans le monde urbain qui est le notre, nous sommes convaincus que cet apport local est décisif pour contribuer à un monde plus juste, plus humain et plus respectueux de son environnement.

A cette fin, nous revendiquons d'être des acteurs visibles et entendus du mouvement municipaliste mondial.

→ Des Territoires et des pouvoirs locaux de périphéries mobilisés pour le « Droit à la ville »

Nos territoires -dans leur diversité de situations- se sont urbanisés en quelques décennies aux « marges » des centres historiques. Ils sont l'expression du développement métropolitain, qui touche l'ensemble des continents depuis un siècle. Développement du fait de l'accueil massif de nouveaux habitants, souvent de condition modeste, relégués des centres et des zones rurales.

Notre histoire comme notre présent sont marqués par le refus d'être des lieux de relégation transformés en ghettos ou en « villes dortoirs ».

Avec la mobilisation des habitants, nous avons travaillé et travaillons encore, au quotidien, pour éradiquer l'habitat indigne, pour que nos villes soient des lieux de vie, d'inclusion sociale, d'épanouissement individuel et collectif, d'égalités, de création culturelle, d'emplois pérennes et pour tous, de services et d'espaces publics, de lien social, d'inventivité solidaire et démocratique, d'éducation et de formation, d'accès aux droits fondamentaux. Nous refusons les préjugés sur nos quartiers et toutes les discriminations dont leurs habitants sont victimes.

Nous militons pour le « droit à la ville », pour le développement et le respect des droits des femmes et des hommes dans la ville.

Confrontés aux inégalités spatiales, nous agissons en permanence pour obtenir les moyens, notamment financiers, pour répondre aux besoins de nos concitoyens. Nous refusons que nos budgets deviennent les « variables d'ajustements » de la crise mondiale. La répartition des richesses et le financement de nos villes doivent prendre en compte notre volonté de mettre en œuvre des politiques publiques qui répondent aux aspirations des citoyens et d'en finir avec les discriminations territoriales. Nous sommes conscients que dans de nombreuses villes et métropoles, notamment du Sud, il reste beaucoup à faire et que nous n'en sommes qu'au début.

➔ ***Nous ne sommes plus les « invisibles »***

Notre époque est marquée par un débat de fond sur le rôle et l'avenir des régions métropolitaines dans notre monde global, sur leur fonctionnement et leur empreinte écologique. Des transformations urbaines, des planifications stratégiques, des formes de gouvernement sont repensées, préconisées ou mises en œuvres.

Nous affirmons que rien ne peut ni ne doit se décider sans prendre en compte nos expériences, nos identités, nos aspirations, nos richesses, nos avis, nos regards. A penser le présent et l'avenir métropolitains sans prendre en compte la diversité des territoires qui les composent on court le risque de privilégier un seul point de vue : celui des centralités économiques, financières, politiques, culturelles.

Nos territoires, nos populations existent et ne sauraient être les victimes de politiques qui imposent, au nom de la concurrence mondiale entre les métropoles, la priorité aux « centres financiers ». La spéculation foncière et son corollaire, la « gentrification » (expulsion de populations modestes), la multiplication et l'allongement des temps de transports, la relégation spatiale et sociale des catégories populaires, voire leur enfermement et/ou leur éloignement des services publics de base.

La croissance urbaine accélérée et désordonnée menace la qualité de vie dans les villes et les métropoles. Des processus en cours dans les grandes régions métropolitaines contribuent aujourd'hui à la spécialisation des territoires, l'étalement urbain, à la multiplication des temps de transports (flux pendulaire) ... Nous savons que ces phénomènes renforcent la précarité, les fragmentations spatiales et contribuent à dégrader le « vivre ensemble » et des conditions de vie jusqu'à faire naître des tensions entre habitants, voire des violences urbaines.

➔ ***Agir pour un droit à la métropole pour tous***

Nous sommes convaincus que d'autres chemins sont possibles pour promouvoir l'inclusion sociale, la solidarité, la responsabilité écologique et la participation citoyenne qu'il convient de promouvoir. Des initiatives probantes sont prises en ce sens.

Des autorités locales construisent des coopérations « inter municipales ». Elles s'appuient sur la mise en commun d'une ambition : la valorisation de la richesse culturelle et sociale de nos territoires, des habitants, de leurs identités avec la volonté d'améliorer et diversifier les lieux de vies, de recréer de la proximité. Des initiatives et coopérations qui s'attachent également à promouvoir **un développement économique vertueux, diversifié et durable, qui contrecarre les délocalisations.**

Ces initiatives contribuent à une planification métropolitaine qui réduit les déplacements « subis » -pour des raisons de qualité de vie et d'empreinte écologique- tout en favorisant, pour toutes et tous, l'accès aux transports en commun, ce droit à la mobilité durable légitimement revendiqué dans toutes les régions métropoles.

Le droit au logement reste également une priorité. Certains d'entre nous, notamment dans les pays du Nord, ont démontré, au cours de leur histoire, qu'à force de détermination politique et en y consacrant les moyens nécessaires, il était possible, avec des programmes d'habitat social et populaire, de faire reculer l'habitat indigne. Mais aujourd'hui encore, nombre de régions urbaines du monde sont confrontées à une croissance non maîtrisée et voient se développer d'immenses bidonvilles.

Des populations se mobilisent et revendiquent l'amélioration de leur habitat. Pour y contribuer, des pouvoirs locaux mettent en place des programmes concertés avec les habitants. Souvent se sont les moyens qui manquent. Mais nous refusons que les populations les plus modestes soit condamnées à l'éloignement à l'accès aux services métropolitains. C'est un enjeu décisif pour préserver le « vivre ensemble » dans la métropole, une question de solidarité mais aussi de maîtrise de l'expansion urbaine, afin de réduire son impact environnemental.

La communauté internationale doit se mobiliser pour garantir l'accès aux services de base aux habitants de toutes les métropoles, au Nord comme au Sud (eau, électricité, santé, éducation etc.). Ce sont des biens communs de l'humanité dont les populations des périphéries sont trop souvent privées.

Un des points commun historique de nos territoires c'est de savoir faire preuve d'inventivité pour promouvoir des solidarités dans une diversité de domaines. Nous souhaitons notamment encourager les projets d'économie sociale et solidaire. Nombre d'entre nous cherchent par exemple à développer l'agriculture urbaine et péri urbaine, d'autres encouragent sa réimplantation, afin de créer ou renforcer la proximité entre consommateurs et producteurs.

Nous misons sur l'inter culturalité comme réponse intégrale pour éliminer la discrimination raciale. Les pratiques de ségrégation raciale et/ou culturelle menacent certaines régions métropolitaines. « L'inter culturalité » est une richesse pour nos villes et nos communautés métropolitaines. Nous croyons et défendons le processus mené autour de « l'alliance des civilisations ».

Il est fondamental de prendre en compte pour que nos villes soient durables, solidaires et démocratiques, la place des femmes dans tous les domaines de la vie politique, sociale, culturelle. Il est donc nécessaire que les pouvoirs publics travaillent à l'*empowerment* personnel, politique et social des femmes dans ces domaines et au renforcement des réseaux de promotion de l'égalité femme/homme, la mise en place de politiques innovantes tendant à l'instauration d'une démocratie paritaire.

La forte présence de jeunes est également une des caractéristiques de nos territoires. Nous devons construire une ville pour et avec les jeunes. Il est impératif de garantir et de promouvoir leurs droits à l'éducation, à la formation et à l'emploi, aux loisirs et nous nous devons de recueillir leurs opinions et de favoriser par tous les moyens leur participation aux choix. C'est une exigence pour le présent et pour l'avenir.

➔ *Le futur de nos métropoles ne peut se décider sans nous, sans la participation des citoyens*

Nous savons que pour aborder nombre de défis urbains nous devons les travailler, les penser à l'échelle métropolitaine. Des réflexions sur le gouvernement des grandes agglomérations sont menées dans nombre de pays. Des systèmes politiques et administratifs très divers existent.

Nous ne croyons pas qu'il puisse y avoir un modèle unique de gouvernance transposable d'un pays à un autre, d'une région métropolitaine à une autre. Mais nous avons la conviction qu'aucun projet de région métropolitaine solidaire et durable ne peut s'élaborer et être viable sans tenir compte des périphéries, de leurs citoyens, leurs identités, leurs pratiques, leurs aspirations et moins encore en écartant ou minorant, dans la gouvernance métropolitaine, la voix des pouvoirs locaux qui les représentent.

Partout où la décentralisation et les politiques de proximités ont été mises en place et accompagnées des ressources nécessaires, elles ont été une réponse efficace pour favoriser la proximité des réponses aux besoins des populations. Les remettre en cause, c'est affaiblir la démocratie et l'efficacité des politiques publiques pour les habitants, cela serait faire marche arrière.

Il est possible et nécessaire d'impulser une coopération entre les différents pouvoirs locaux qui composent les régions métropolitaines, autour de projets inclusif, de réductions de inégalités, qui impulse du développement durable, le droit à la métropole pour toutes et tous.

Le « vivre ensemble », le droit à la centralité pour tous et le développement durable peuvent nous appeler à penser les régions métropolitaines de manière « polycentrique » et comme un ensemble de villes connectées.

Sur tous ces enjeux, une mobilisation de l'ensemble des acteurs sociaux, économiques, associatif, citoyens, politiques est nécessaire. Nombre d'entre nous sommes convaincus que des politiques actives et innovantes de participation citoyenne doivent se développer localement (budget participatif, rencontres participatives, réseaux de villes etc.) et s'interconnecter à différents niveaux pour agir sur les défis métropolitains. Inventer et connecter la démocratie participative à ce niveau est certainement l'un des plus grands défis que nous devons relever.

Le développement de la démocratie participative dans les villes et les régions métropolitaines est sans aucun doute un des défis majeurs auquel nous sommes confrontés.

Ensemble, avec la participation des habitants et dans un débat constructif avec les villes centres, nous sommes convaincus que nous pouvons construire des régions métropolitaines solidaires, durables, démocratiques et citoyennes. Une autre métropole est possible et nécessaire !

Plan de travail et agenda politique

AMPLIFIER LE RESEAU « FAL-P POUR DES METROPOLES SOLIDAIRES »

Un réseau « FAL-P pour des métropoles solidaires » et une commission « villes de périphéries » de CGLU pour faire entendre notre « voix », favoriser les connaissances mutuelles, promouvoir la coopération décentralisée

L'échange d'expériences, la mise en réseau, au niveau mondial, de nos engagements locaux pour des villes, des territoires et régions métropolitaines solidaires, durables et démocratiques, sont pour chacun d'entre nous une source de connaissances, d'informations. Cette réalité démontre aujourd'hui combien nos aspirations locales sont inter connectées à l'échelle globale.

Ensemble nous sommes plus forts face aux puissants acteurs de la globalisation néolibérale qui n'entrevoient les villes et régions métropolitaines que comme sources de rentes financières, sans considération du bien être, du vivre ensemble, du droit à la métropole pour tous.

Dans une planète majoritairement urbaine, agir pour des villes et des aires métropolitaines inclusives, c'est contribuer à un monde plus solidaire.

➔ Vers un « Rapport mondial des périphéries pour des métropoles solidaires »

Cette volonté, construite à partir de l'expérience du réseau « FAL-P pour des métropoles solidaires » et le succès de son 2^{ème} rendez-vous mondial à Getafe, nous amènent à proposer maintenant d'amplifier le travail en réseau. Nous souhaitons le faire en renforçant la collaboration que nous avons depuis le début avec des mouvements sociaux et citoyens, des militants du Droit à la ville, des chercheurs.

Depuis plusieurs années, nous avons accumulé nombre d'expériences et d'idées. Dans la diversité, nous avons construit une identité commune. Nous pouvons apporter beaucoup pour comprendre les enjeux et répondre aux défis des régions métropolitaines.

Nous entendons en conséquence **réaliser un rapport mondial sur les enjeux métropolitains** et formuler un ensemble de propositions que nous apporterons au congrès mondial de CGLU, au Forum Social Mondial (FSM), au Forum Urbain Mondial (FUM) et dans d'autres rendez vous internationaux. Pour contribuer à ce travail, nous proposons de **créer un comité scientifique international** ouvert à tous les chercheurs qui le souhaitent, ainsi qu'aux mouvements sociaux.

Le FALP encourage toutes les autorités locales qui désirent **organiser des séminaires thématiques** comme le proposent déjà des pouvoirs locaux du réseau, sur la mise en œuvre des Agendas 21 et la gouvernance métropolitaine ; les politiques publiques de santé ; la planification urbaine stratégique et l'expérience de l'intercommunalité...

Nous nous engageons à **poursuivre ou engager une collaboration avec les commissions de CGLU et notamment sa section métropolitaine « METROPOLIS » et d'autres réseaux mondiaux de pouvoirs locaux** (Observatoire international de la démocratie participative, villes éducatrices, programme URBACT *Net Topic*, plateformes des budgets participatifs, MERCOCIUDADES...). Parallèlement, nous porterons et mettrons en débat nos engagements et nos propositions dans nos villes et nos régions métropolitaines.

En lien avec le réseau FAL et la Commission Inclusion Sociale et Démocratie Participative de CGLU, nous sommes déterminés à nous **mobiliser pour le succès du 9^{ème} Forum des Autorités Locales, à Dakar (Sénégal), dans le cadre du Forum Social Mondial** qui s'y réunira du 6 au 11 février 2011. Nous proposerons dans ce cadre que se réalise la première rencontre du FALP en Afrique, avec nos amis de la ville de Pikine, dans la banlieue de Dakar.

En 2012, un rendez vous du FALP pourrait se tenir à **Canoas** (Brésil), à l'occasion du 2^{ème} « Forum social du Grand Porto Alegre ». **En 2014, la 3^{ème} édition mondiale du FALP** aurait lieu au Brésil.

Dans ce processus nous proposons que la coopération décentralisée entre Autorités locales de périphéries s'accélère afin de concrétiser des projets pour des villes et des métropoles solidaires.

➔ **Présents et reconnus au sein du mouvement municipaliste**

La mise en commun de toujours plus d'expériences, d'aspirations, de pratiques enrichit l'action de chacun au plan local et renforce la portée globale de la parole des périphéries. Nous nous adressons à l'ensemble des autorités locales métropolitaines du monde pour qu'elles contribuent au développement du réseau FAL-P et qu'elles rejoignent la commission « villes de périphéries » de CGLU, qui s'engage à porter leur « voix ».

Nous les appelons à contribuer au succès du sommet mondial des leaders locaux et régionaux de CGLU (3^{ème} congrès mondial) à Mexico, en novembre prochain.

Nous demandons à ce dernier de faire entendre notre voix en son sein en nous permettant d'apporter notre contribution, nos expériences à l'ensemble des thématiques et en ouvrant un débat spécifique sur les régions métropolitaines. Nous nous engageons à le préparer en lien avec la section métropolitaine de CGLU « METROPOLIS » comme nous l'avons fait à plusieurs reprises.

Enfin, nous appelons le congrès de CGLU et ses sections régionales à faire toute leur place aux périphéries et aux pouvoirs locaux qui les représentent au sein de leurs instances de direction (Conseil Mondial, Bureau Exécutif, Coprésidences et Vice-présidences).

GETAFE (ESPAGNE), le 12 juin 2010.

► **Déclaration internationale pour la création d'un réseau de femmes des villes des périphéries à l'occasion du Forum des Autorités Locales de Périphéries de Getafe**

Miser sur des sociétés équitables, égalitaires et solidaires et renforcer la participation des femmes à des postes clés doit être l'un des axes fondamentaux des politiques locales, vu qu'il est essentiel de s'appuyer et recourir à tout le capital humain disponible sur la planète.

Une ville ne travaillant pas pour l'égalité, écartant les femmes des centres de décisions, ignorant les femmes lors de la planification des politiques et des ressources, ne s'engageant pas à transformer la répartition des rôles entre hommes et femmes, ne prenant pas toutes les dispositions pour éradiquer la violence sexuelle... **ne pourra jamais être une société démocratique, solidaire et durable !**

Nous, villes des périphéries, en dépit de nos différences géographiques et économiques, avons beaucoup en commun. Nous trouverons beaucoup de sujets où nos besoins sont les mêmes et pour lesquels les solutions sont probablement transférables. D'où l'utilité et la nécessité de renforcer les espaces de rencontre comme celui que nous proposons.

Au vu de quoi NOUS DECLARONS :

Réunies à Getafe (aire métropolitaine de Madrid – Espagne) le 11 juin 2010, à l'occasion du 2^{ème} Forum des Autorités Locales de Périphéries (FALP), les femmes ayant assisté à cette rencontre internationale ont mis à profit cette opportunité pour partager un espace et des objectifs communs et affirmer solennellement qu'il convient de :

- Travailler à la création d'un espace de débat entre femmes, représentantes politiques et représentantes de la société civile, lors des réunions du FALP et d'autres forums, pour mettre en commun toutes les questions qui nous intéressent et nous incombent en tant que citoyennes, non seulement de plein droit formel, mais réel, en lien avec le rôle que nous entendons jouer dans nos villes respectives.
- Donner vie dès aujourd'hui et dans l'avenir à un espace de relations, par la création d'un **Réseau de femmes des Périphéries** auquel puissent adhérer autant de femmes qui le souhaitent, de n'importe quelle partie du monde, leur permettant de partager leurs idées, de contribuer à tous les débats et de proposer des solutions aux nouveaux problèmes qui l'exigent dans l'actuelle situation de crise mondiale que nous vivons et qui, sans aucun doute, affectera les femmes de façon particulière.
- Faire connaître par ce réseau, le talent, les savoirs faire des femmes qui, aux quatre coins du monde, mettent en œuvre jour après jour des expériences de coopération, de solidarité, d'efficacité et d'efficience dans l'utilisation des ressources économiques et humaines, qui résolvent des situations extrêmes, pouvant servir d'exemple aux gouvernements et aux Autorités locales de nos villes.
- Demander instamment à toutes les Autorités locales présentes à cette 2^{ème} assemblée du FALP de faciliter et d'assurer aux femmes une présence stable dans tous les forums de participation sociale, politique et économique qui existent dans leurs villes respectives.
- Exiger que les femmes soient en première ligne quand il s'agit d'apporter, de lancer, de mettre en œuvre et de prendre des décisions affectant l'ensemble des femmes et des hommes de nos villes.
- Proposer que cette déclaration soit présentée à la séance plénière de conclusion du FALP pour approbation et qu'il soit donné suite.

Ce texte, soumis à la plénière conclusive du FALP par Madame Sara Hernandez, 1^{ère} adjointe au Maire de Getafe, a été adopté à l'unanimité.



LES ENGAGEMENTS DE DAKAR

Déclaration finale de la 9^{ème} assemblée mondiale du FAL

La tenue de cette 9^{ème} assemblée mondiale du réseau FAL, dans le cadre du Forum Social Mondial de Dakar 2011, démontre la pérennité et la force du réseau FAL et son élargissement, avec les Autorités locales africaines aujourd'hui présentes au Sénégal.

Nous remercions les pouvoirs locaux africains d'avoir accueilli ces journées de travail à Pikine et Dakar. Nous remercions également les populations locales pour l'accueil si chaleureux qu'elles ont bien voulu nous faire ainsi que toutes les institutions qui ont contribué, par leur appui, à l'organisation de cette assemblée mondiale.

Elu-e-s du FAL, nous nous réjouissons que les peuples d'Afrique et du Maghreb soient en train de prendre leur destinée en main et estimons toute la valeur et la force de leur volonté de changement, comme de leur lutte pour la démocratie et le droit à une pleine citoyenneté. Dans cet esprit, nous sommes aux côtés de tous les mouvements populaires qui luttent aujourd'hui contre la privatisation de leurs ressources naturelles et pour se les réapproprier.

Elu-e-s locaux réunis à Dakar, nous sommes solidaires de l'ensemble des peuples engagés dans ces mouvements de contestation. Ce sont des jeunes, des femmes et des hommes qui ont soif de liberté et de démocratie, mais surtout de dignité et d'égalité des droits : droit d'expression, droit au travail, à la santé, à la protection sociale, à l'éducation, à une vie digne et à l'accès aux biens publics les plus vitaux.

Cette 9^{ème} édition du FAL, réunie sous l'intitulé *Pouvoir local et crise globale*, se tient dans un contexte économique, législatif et politique défavorable aux Autorités locales dans la plupart des pays, même si par ailleurs, dans certains, comme en Amérique Latine, des gouvernements locaux élargissent et renforcent le pouvoir local et conquièrent une plus grande autonomie. Mais pour l'essentiel, nous sommes confrontés à des défis économiques, sociaux et environnementaux sans précédent et dépourvus de moyens pour y faire face.

Nous sommes collectivement confrontés à cette séquence historique à la fois complexe et incertaine. Nous savons que toutes les périodes de crise nourrissent les inquiétudes et multiplient les interrogations en même temps qu'elles peuvent constituer des opportunités d'innovations et de changement.

Dans ce contexte et à partir de ces difficultés, la force du réseau FAL, se sont ses expériences locales, les projets quotidiens et concrets qui sont les nôtres et ce travail en réseau de réseaux de villes, d'Autorités locales, de Régions de toutes tailles et de tous les continents, aussi bien villes et Autorités locales des périphéries que villes-centres, toutes motivées par l'objectif de penser et construire ensemble des villes et métropoles solidaires pour un autre monde possible.

Nous démultiplions la capacité du FAL en intégrant de nouveaux réseaux et en articulant les synergies sur des thèmes émergents ou majeurs comme l'égalité hommes-femmes et le droit à l'eau comme bien commun de l'humanité.

Grâce aux processus de coopération décentralisée que nous développons, les Autorités locales contribuent aussi à un monde plus solidaire et à la promotion d'une culture de paix. Le réseau FAL et celui de *Mayors for peace* affirment conjointement leur détermination à libérer les villes du fléau de la guerre et des armes de destruction massive. Nous réitérons notre engagement à faire pression sur les gouvernements nationaux et pour une bonne prise en compte de ces objectifs dans les agendas politiques internationaux.

Nous sommes par ailleurs convaincus que l'aide internationale, spécialement celle destinée aux processus de reconstruction, doit considérer dans ses priorités le renforcement des structures et autorités des pays concernés (particulièrement de leurs Autorités locales) et la capacité des sociétés civiles à s'approprier lesdits processus de coopération pour la reconstruction. De la même manière, nous misons sur le renforcement des coopérations Sud-Sud et la nécessité de programmes de coopérations non gouvernementales, bilatérales et multilatérales.

La célébration du Forum Social Mondial et de cette assemblée du FAL en Afrique nous paraît spécialement importante, car elle participe de la reconnaissance du rôle primordial de la mobilisation de ce continent :

- Une mobilisation contre la globalisation néolibérale, qui a démontré ses limites et ses effets désastreux ; une mobilisation contre l'exploitation et la spoliation des richesses et ressources naturelles de ce continent.
- Une mobilisation pour que la jeunesse africaine, avec ses élus, puisse traduire concrètement sa volonté de transformation sociale et démocratique.
- Une mobilisation pour les droits les plus élémentaires des peuples ; le droit à l'eau, aux services publics essentiels, à l'emploi et à la sécurité sociale.
- Une mobilisation pour l'égalité entre hommes et femmes, l'accès des femmes aux pouvoirs et instances de décisions, pour l'émancipation de toutes et tous, ce qui implique la lutte contre toutes les discriminations, lutte qui se situe au cœur du projet de société alternative que nos Autorités locales, les mouvements sociaux et citoyens, veulent promouvoir.
- Une mobilisation en faveur d'une réorganisation géopolitique du monde par et avec laquelle les Nations contribuent à un développement durable et solidaire.

A partir de nos territoires et en tant qu'Autorités locales progressistes, nous devons renforcer notre capacité critique et notre capacité de transformation sociale. Il s'agit d'une responsabilité collective : unir les forces pour que l'avenir de nos villes se construise sur la base de la cohésion et de l'inclusion sociales, de la participation démocratique et non de l'exclusion politique et sociale.

Nous réaffirmons notre lien aux mouvements sociaux. Partout dans le monde, se sont les associations, les mouvements populaires et les organisations citoyennes qui luttent contre les formes d'exclusion les plus extrêmes. Ce sont ces associations et mouvements qui maintiennent le lien social et renforcent les mobilisations pour un autre monde possible.

L'alliance stratégique avec les mouvements sociaux paraît aujourd'hui décisive pour la construction de politiques publiques transversales et complètes en faveur de l'inclusion sociale. A cette fin, nous nous sommes dotés d'un instrument : *la Charte mondiale des droits de l'Homme dans la ville*, approuvée lors du dernier congrès mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

Autorités locales ici présentes, nous ambitionnons de relever le défi d'amplifier la participation citoyenne dans l'ensemble des projets locaux, qu'ils soient de proximité ou d'envergure plus large, y compris les projets métropolitains.

Nous affirmons qu'il ne saurait y avoir d'émancipation humaine sans une lutte déterminée contre les violences faites aux femmes et que la volonté politique la plus résolue est nécessaire, dans ce domaine, de la part des Autorités locales.

En tant que pouvoirs locaux, nous nous devons d'être attentifs mais aussi de servir de relais et d'amplificateur des aspirations et capacités des citoyennes et citoyens en matière de transformations sociales. Ainsi nous engageons-nous à porter la voix des mouvements sociaux au sein de CGLU.

Nous sommes conscients du rôle fondamental des élu-e-s locaux-cales et des mouvements sociaux dans la mise en œuvre d'alternatives à tous les niveaux, à *fortiori* en cette période où nous faisons face à un système économique et financier aussi insensé qu'incontrôlable. Ensemble, Autorités locales et mouvements sociaux, nous devons réinterroger ce modèle de développement, devenu nocif et toxique pour l'humanité et la planète.

L'actuelle globalisation, dont l'axe fondamental est l'hégémonie financière plus encore qu'économique, est inégalitaire et asymétrique : d'un côté, c'est l'émergence de nouvelles zones de prospérité, de nouvelles classes moyennes en Inde, au Brésil, en Chine ; de l'autre, la multiplication de nouvelles zones de misère, avec une majorité de la population jusqu'alors pauvre qui bascule dans la misère absolue. Nul ne se sent plus à l'abri de ce risque de déclassement social et dans un grand nombre de pays développés, l'Etat a cessé d'assumer sa principale responsabilité et d'agir pour que les plus défavorisés ne sombrent dans ces situations de misère et n'y soient abandonnés.

Nous avons la responsabilité de promouvoir une nouvelle forme d'économie, coopérative, alternative, une économie sociale et solidaire à laquelle toutes et tous participent et dont le profit ne soit plus la règle unique. Il s'agit de faire prévaloir l'utilité sociale et environnementale sur la rentabilité financière.

Nous devons promouvoir un développement équilibré, basé sur une gestion économe des ressources naturelles et la protection de l'environnement. Le développement durable ne doit pas seulement contribuer à réduire l'empreinte écologique des activités humaines sur la nature mais aussi prendre en compte les populations les plus exposées aux désordres écologiques provoqués par l'Homme : réfugiés climatiques, populations les plus défavorisées et habitants des quartiers suburbains et des zones insalubres.

Nous revendiquons le droit à la ville pour toutes et tous, pour que chaque habitant-e se sente partie prenante. L'attention à l'*Autre* et le respect des différences sont fondamentaux. Nous devons faire en sorte que dans nos villes chacune et chacun se sente chez soi et contribuer ainsi à un meilleur « vivre ensemble ». Les migrants doivent occuper le cœur de ce processus et nous devons combattre toutes les politiques de criminalisation et d'exclusion dont ils sont victimes.

Nous avançons l'idée d'un autre modèle métropolitain, d'un autre modèle de développement, d'un autre modèle de croissance. Une métropole polycentrique dans laquelle chacun appartient à un territoire qui compte. Au-delà du droit à la ville, nous devons revendiquer le droit à la centralité.

Ensemble, Autorités locales et mouvements sociaux, nous ambitionnons de construire les scénarios alternatifs qui permettent que nous comptions et trouvions notre place dans le futur. C'est le grand défi auquel nous sommes confrontés. Ces scénarios, nous devons les bâtir à partir du dialogue, des convergences avec les mouvements sociaux et dans la construction d'agendas politiques, non seulement à l'échelle mondiale, mais aussi aux niveaux de nos territoires, nos villes, nos quartiers.

Cette 9^{ème} assemblée du réseau FAL est l'occasion de remercier et féliciter toutes les délégations qui viennent d'y participer et qui démontrent la vitalité des gouvernements locaux pour œuvrer, globalement, à la construction d'un autre monde possible, si nécessaire et urgent.

Nous nous engageons à poursuivre nos travaux dans le cadre de l'agenda suivant :

- Le 1^{er} Forum des agences de développement local à Sevilla (Espagne), en octobre 2011.
- Le Forum social métropolitain de Porto Alegre (Brésil), en janvier 2012.
- Le Forum mondial de l'eau et le forum alternatif de l'eau à Marseille (France), en mars 2012.
- L'Assemblée « Rio + 20 » à Rio de Janeiro (Brésil), en mai 2012.
- Le sommet d'Africités à Dakar (Sénégal), en décembre 2012.
- La 10^{ème} Assemblée mondiale du réseau FAL, dans le cadre du Forum Social Mondial 2013 (qui sera décidé par le Conseil international du FSM dans le premier semestre 2011).
- Le 3^{ème} Forum des Autorités Locales de Périphéries à Canoas (Brésil), en octobre 2013.

DAKAR (SENEGAL), le 8 février 2011.



PIKINE 2011

Les Autorités Locales de périphérie, pour des Villes et métropoles solidaires, durables, démocratiques et citoyennes.

DECLARATION FINALE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU FALP DE PIKINE

Après le Forum de Nanterre (France - Mars 2006), de Getafe (Espagne - Juin 2010), la Ville de Pikine a accueilli, en marge du Forum Social Mondial (Dakar, 6 au 11 février 2011) l'assemblée internationale du Forum des Autorités Locales de Périphérie (FALP), en prélude à la tenue du Forum des Autorités Locales pour l'inclusion sociale réalisé le 8 février 2011 à Dakar.

Cette assemblée s'inscrit dans la préparation du 3^{ème} Forum des Autorités Locales de Périphéries, programmé au Brésil en 2013.

La forte mobilisation notée autour de son organisation, les résultats obtenus, qui témoignent de sa réussite, traduisent notre volonté et notre détermination, en tant qu'Autorités locales des Périphéries d'Afrique et du monde, d'être et de rester les principaux acteurs de l'émergence de villes et régions métropolitaines solidaires, durables et démocratiques, inclusives et citoyennes, dans un monde de globalisation marqué par l'acuité d'une crise financière et économique internationale.

Nous, Autorités locales des périphéries d'Afrique et du monde, conscientes de la place qui doit être la nôtre dans l'espace métropolitain, nous engageons à faire entendre nos voix et poursuivons notre lutte permanente pour le « droit à la ville », le droit à une vie meilleure, à plus de respect et de considération au sein d'un monde plus juste, plus équitable et plus humain, à la construction duquel nous devons apporter notre contribution effective dans le cadre de notre mise en réseau et de notre capacité à l'échange et à la coopération mutuelle.

- **Considérant le dynamisme et la jeunesse de nos citoyens** dans leur quête permanente pour le bien être social ; Considérant notre volonté d'ancrage dans les circuits décisionnels et le refus de la marginalisation, nous entendons rester des acteurs visibles et présents partout où se prennent les décisions engageant l'avenir du mouvement municipaliste mondial ;

- **Réaffirmant solennellement les engagements du « FALP de Getafe »** pour le réseau des villes périphériques pour des métropoles solidaires, durables, démocratiques et citoyennes, l'Assemblée générale de Pikine a été l'occasion pour les Autorités locales des Périphéries d'Afrique, de faire un diagnostic approfondi, objectif et sans complaisance des réalités socio-économiques et écologiques de leurs collectivités, de partager leurs préoccupations, leurs ambitions et leurs expériences pour porter, avec les autres périphéries du monde, l'exigence du « droit à la ville » et à la métropole pour toutes et tous ;

- **Considérant que les questions d'ordre écologique constituent une problématique partagée** des banlieues d'Afrique et du monde à des degrés divers et sous des formes différenciées selon la spécificité des milieux considérés, et fort de nos principes d'intégrer le développement durable dans nos politiques locales, nous devons apporter des réponses durables dans un cadre partenarial, d'échanges et de coopération mutuelle ;

- **Considérant que la gestion des inondations est indissociable de la gestion de l'eau** tout court, leur impact négatif sur l'habitat, l'environnement urbain en général, le cadre de vie et les conditions d'existence des populations ;
- **Considérant que des pays à l'échelle de la quasi totalité des continents sont affectés** ces dernières années par des catastrophes naturelles de toutes sortes (avalanches, crues de fleuves, tempêtes) occasionnant des déplacements massifs de populations, et parfois la perte de vies humaines ;
- **Attendu que les métropoles du tiers monde vivent la plupart du temps les mêmes malaises sociaux liés au sous développement** (urbanisation galopante, maladies endémiques, chômage des jeunes, sous emplois des femmes), autant de difficultés dont l'exacerbation est de plus en plus manifeste dans les périphéries des grandes villes, lesquelles sont reléguées au rang de « villes dortoirs » et dont la principale caractéristique est d'être des localités populaires où sévissent des fléaux inhérents à leur position géographique (insécurité, toxicomanie etc.) ;
- **Conscientes de nos devoirs et responsabilités pour le devenir de nos villes et régions métropolitaines dans une dynamique d'inclusion** de toutes les couches de la population, d'approfondissement de la démocratie participative, de la solidarité, de l'entre-aide, du développement de la coopération décentralisée et d'un partenariat dynamique et fécond ;

Nous, Autorités locales des Périphéries, sommes réunies à Pikine ce jour, lundi 7 Février 2011, et avons mené des réflexions et des échanges fructueux autour du thème suivant : « la problématique des inondations dans les banlieues en Afrique, quel combat solidaire pour des solutions durables ».

Concernant le phénomène des inondations de manière générale, les causes ont été identifiées : réchauffement climatique, retour du cycle pluviométrique, occupation des zones non constructibles, des axes de drainage des bassins versants et abords des lacs, dégradation des réseaux hydrographiques, défectuosité ou mauvais usage des réseaux d'évacuation d'eau et des ouvrages de collecte dus au défaut d'entretien, absence d'ouvrages de dimension adéquate, non respect des mesures réglementaires préconisées.

Les conséquences sur le vécu quotidien des populations ont été cernées : effritement du tissu social, dislocation de la cellule familiale ou sociale et des économies locales, délocalisation et déplacements massifs de populations entraînant des pertes d'équipements sociaux (structures sanitaires, scolaires, sportives et culturelles, équipements marchands), absence d'infrastructures sur les nouveaux sites de relogement.

Dans notre optique d'améliorer la qualité de vie dans les établissements humains des périphéries urbaines, il serait envisageable de créer des aires géographiques métropolitaines de coopération, répondant aux impératifs de développement durable en s'appuyant fondamentalement sur les valeurs spécifiques locales de notre civilisation universelle pour concevoir et développer des banlieues écologiquement plus vivables.

Toutes solutions durables face au phénomène des inondations devront impliquer, dans une vision partagée et un élan de solidarité effective et agissante, l'Etat, les collectivités locales et les partenaires au développement.

Nos efforts dans ce sens devront aboutir à la création d'un environnement plus adapté au mode de vie de nos communautés à travers une planification participative.

Dans cette perspective, l'élaboration de plans stratégiques (plans directeurs d'urbanisme, plans d'urbanisme de détail et plans de lotissement), de manière à mieux gérer l'établissement sécurisé des populations, serait envisageable.

Aussi, la restructuration et la régularisation foncière initiée au Sénégal avec comme objectif une réhabilitation physique des habitats dégradés issus d'une occupation quasi anarchique et traditionnelle peuvent-elles constituer des solutions topiques et durables.

Dans une approche spécifiquement scientifique et technique, les stratégies de pompage, de gestion des risques hydrauliques par un système de drainage gravitaire facilitant l'écoulement naturel des eaux, la requalification des zones inondables en zones non constructibles, l'installation d'un réseau d'assainissement adéquat et la réhabilitation de forages pour freiner la remontée de la nappe phréatique, pourraient atténuer l'ampleur des dégâts liés aux inondations.

Parallèlement, il conviendrait de systématiser les études d'impact environnemental pour tout projet de développement et renforcer les dispositifs de suivi et de prévisions des catastrophes naturelles.

Nous, Autorités locales des périphéries, prenons l'engagement d'harmoniser nos interventions dans ces domaines et d'aider au renforcement de la dynamique de solidarité et de coopération entre les différents acteurs concernés pour une meilleure maîtrise du phénomène des inondations dans nos villes et périphéries urbaines.

Nos cours d'eau et nos bassins versants ne connaissant pas les limites de nos frontières respectives, nous sommes pratiquement condamnés à instaurer un dialogue inter communautaire et un cadre partenarial plus efficient en vue de créer des projets et programmes communs dans une dynamique d'intégration et d'inclusion de nos espaces métropolitains.

Nous porterons nos exigences aux Forums Mondiaux de l'Eau, à Marseille, en 2012.

Enfin, tout en revendiquant solennellement notre place au sein des instances de CGLUA et de l'ONU, nous nous engageons résolument à poursuivre notre combat avec tous ceux qui partagent nos idéaux et nos ambitions (réseaux, pouvoirs locaux, organisations non partisans) de construire un nouveau monde ou de reconstruire le monde autrement.

Ce monde nouveau auquel nous aspirons est l'antisystème de celui que nous vivons actuellement, dominé par des injustices de toutes sortes, des inégalités et discriminations sociales et économiques qui caractérisent le néolibéralisme et la mondialisation.

En effet, avec l'avènement des multinationales et leur envahissement tentaculaire de nos espaces métropolitains, nous assistons à la destruction progressive des droits des peuples à disposer de cadres de vie adéquats, de moyens et de conditions d'existence décents.

C'est pourquoi, nous, Autorités locales des périphéries urbaines, sommes résolues, à partir de cette déclaration de Pikine, à porter toujours plus haut le flambeau de la lutte engagée par notre réseau depuis 2001, où sont incrustées en lettres d'or les étapes que nous avons franchies et nos perspectives :

✚ De PORTO ALEGRE (Brésil), où la Charte de nos principes directeurs vit le jour... A NANTERRE (France), qui consacra l'émergence du réseau FALP pour faire entendre la voix des banlieues... Des engagements de GETAFE (Espagne) « Pour des villes et métropoles solidaires, durables, démocratiques et citoyennes »... A PIKINE (Sénégal), qui ouvre le combat solidaire pour des solutions durables et des banlieues sans inondation... **En avant pour CANOAS (Brésil) en 2013, pour la systématisation et la consolidation du processus engagé pour reconstruire le monde autrement !**

APPEL DE PIKINE

AUX BANLIEUES POPULAIRES D'AFRIQUE

Les pouvoirs locaux de banlieues africaines présentes à l'Assemblée internationale du Forum d'Autorités locales de périphéries de Pikine (Région métropolitaine de Dakar, Sénégal) le 7 février 2011, en lien avec le Forum Social Mondial, soutenus par leurs partenaires des autres continents présents, appellent l'ensemble des Autorités locales de périphéries du continent à faire entendre leurs voix, celle de leurs populations.

En quelques décennies, les marges des villes africaines se sont urbanisées, parfois de manière informelle, dans des conditions de vies difficiles en termes d'accès aux droits fondamentaux, de services publics, de santé, de gestion de l'eau, d'éducation, de travail, de mobilité, de culture...

Nous sommes convaincus qu'il n'y pas d'avenir commun dans des territoires urbains ségrégués socialement et spatialement. Nos territoires expriment l'urgence de villes inclusives et du droit à la métropole pour toutes et tous.

Il est donc de notre responsabilité de nous faire entendre, de faire entendre les besoins de nos citoyens, d'encourager leur participation et le dynamisme de notre jeunesse, la capacité d'inventivité sociale et de solidarité de nos territoires.

- **LA BANLIEUE N'EST PAS LE PROBLEME DES METROPOLES AFRICAINES, ELLE EN EST CERTAINEMENT L'AVENIR.**

Les pouvoirs locaux de périphéries du continent ne veulent plus être les invisibles de l'Afrique urbaine. Nous revendiquons notre place dans les débats métropolitains, nationaux et mondiaux. Nous revendiquons les moyens nécessaires pour répondre à nos défis et contribuer à des métropoles solidaires.

Pour ne plus être seuls, pour faire entendre notre voix, pour être plus forts, ensemble nous appelons nos collègues d'Afrique à s'inscrire résolument dans les échanges et la coopération avec d'autres pouvoirs locaux des périphéries du monde au sein du réseau « Forum d'Autorités Locales de Périphéries pour des métropoles solidaires », d'investir Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA) et la commission « Villes de périphéries » de CGLU.

Nous appelons à préparer collectivement les forums mondiaux sur l'eau de Marseille en mars 2012, le prochain congrès d'*Africités* de Dakar en décembre 2012 et le 3^e congrès mondial du Forum des Autorités Locales de Périphéries, au second semestre 2013, à Canoas (Brésil).

Notre engagement pour le droit à la ville, pour des métropoles solidaires, durables, démocratiques et citoyennes, est un engagement local qui contribue à la construction d'un autre monde possible et nécessaire.

PIKINE (SENEGAL), le 7 février 2011.

Sitothèque

Sélection d'une vingtaine de sites parmi beaucoup d'autres classés par thèmes, à retrouver sur www.vialemonde93.net (ressources documentaires → ressources Internet)



www.redfal.org/fr

Site du Forum des Autorités Locales pour l'inclusion sociale et la démocratie participative

www.falp.nanterre.net/

Site du Forum des Autorités Locales de Périphéries pour des métropoles solidaires

www.oidp.net/fr/index.php

Site de l'Observatoire international de la démocratie participative

www.iclei.org/

Site des Gouvernements locaux pour le développement durable – Conseil international pour les initiatives écologiques locales

www.afcdp.com/

Site de l'Association française des communes, départements et régions pour la paix – *Mayors for peace France*

www.cities-localgovernments.org/ et www.cites-unies-france.org/

Site de Cités et Gouvernements Locaux Unis et Site de Cités Unies France

www.afccre.asso.fr/

Site de l'Association française du conseil des communes et régions d'Europe

www.ecomaires.com

Site de l'Association des Maires pour l'environnement et le développement durable

www.bcn.es/cultura/agenda21cultura/index_fr.htm

Site et accès en ligne à l'Agenda 21 de la culture adopté par les villes et gouvernements locaux réunis au FAL de Barcelone en 2004, puis par Cités et Gouvernements Locaux Unis

www.partenalia.eu/

Site du réseau européen Partenalia, pour la coopération territoriale entre Autorités locales intermédiaires et pour leur implication dans les réalités européennes

www.worldwatercouncil.org/ et www.worldwaterforum6.org

Site du Conseil mondial de l'eau et pour la préparation du 6^{ème} Forum mondial de l'eau

www.coalition-eau.org/

Site des organisations engagées pour l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous

www.pseau.org/cms/

Site du programme Solidarité eau (collectivités, pouvoirs publics, organismes, associations...)

www.acme-eau.org

Site de l'Association pour un contrat mondial de l'eau

www.forumsocialmundial.org.br/index.php

Site officiel du Forum Social Mondial

www.un.org/french/esa/planeteterre/

Site Onusien dédié au Sommet de la Terre pour l'environnement

www.decade-culture-of-peace.org
Rapport mondial sur la culture de paix

www.francophonie.org
Site de l'Organisation internationale de la francophonie

www.arricod.fr/
Site de l'Association des responsables aux relations internationales, à la coopération décentralisée et aux affaires européennes des collectivités territoriales

www.coopdec.org/
Site de l'Agence Coop'dec conseil, spécialisée dans l'accompagnement de l'action internationale des collectivités

Bibliographie

Ouvrages

Notice 1

Référence	DOC00142291
Support	Ouvrage
Titre	Une stratégie altermondialiste
Auteur physique	MASSIAH (GUSTAVE)
Date de publication	01/01/2011
Editeur	LA DECOUVERTE
Pagination	320 p
Mots clés principaux	MONDIALISATION ; MOBILISATION ; PARTICIPATION DES CITOYENS ; SOCIETE CIVILE ; DEMOCRATIE
Localisation	VLM MAS/VII-5

Notice 2

Référence	DOC00117570
Support	Ouvrage
Titre	L'altermondialisme
Auteur physique	FOUGIER (EDDY)
Date de publication	01/01/2008
Editeur	Le Cavalier bleu
Pagination	126 p.
Mots clés principaux	MONDIALISATION ; MOBILISATION ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; POLITIQUE INTERNATIONALE ; ASSOCIATION
Localisation	VLM FOU/VII-5

Notice 3

Référence	DOC00123108
Support	Ouvrage
Titre	Altermondialiste, moi ?
Collectivité auteur	RITIMO ; ARTISANS DU MONDE ; CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CRID)
Date de publication	01/01/2008
Editeur	RITIMO
Pagination	108 p.
Mots clés principaux	MONDIALISATION ; MOBILISATION ; SOCIETE CIVILE ; POLITIQUE INTERNATIONALE
Localisation	VLM RIT/XI-B.5a

Notice 4

Référence DOC00129184
Support Ouvrage
Titre Un autre monde à Nairobi : le Forum social mondial 2007 entre extraversion et causes africaines
Auteur physique POMMEROLLE (MARIE-EMMANUELLE) DIR. ; SIMEANT (JOHANNA) DIR.
Date de publication 01/01/2008
Editeur Karthala
Pagination 267 p.
Mots clés principaux SOMMET MONDIAL ; POLITIQUE INTERNATIONALE ; CITOYENNETE ; SOLIDARITE ; MOBILISATION ; SCIENCES SOCIALES
Localisation VLM POM/VII-5

Notice 5

Référence DOC00110039
Nature DOSSIER DOCUMENTAIRE
Support Ouvrage
Titre Forum social mondial - Forum des autorités locales / Nairobi (Kenya): du 20 au 25 janvier 2007
Collectivité auteur VIA LE MONDE
Date de publication 01/01/2007
Editeur NON EDITE
Pagination 104 p.
Mots clés principaux SOMMET MONDIAL ; MONDIALISATION ; MOBILISATION ; POLITIQUE INTERNATIONALE
Localisation VLM Dossier documentaire

Notice 6

Référence DOC00101194
Support Ouvrage
Titre 100 propositions du forum social mondial
Auteur physique BLIN (ARNAUD) ; BOUGUERRE (LARBI) ; CATTANI (ANTONIO DAVID) ; GRANET (ESTELLE) ; GUIHENEUF (PIERRE-YVES) ; HARDY (YVES) ; HERNANDEZ (ANDREAS) ; KLECK (VERONIQUE) ; MACKENZIE (CAROLINE) ; VIZENTINI (PAULO F.) ; WEISSHEIMER (MARCO A.)
Date de publication 01/01/2006
Editeur Paris : Charles Léopold Mayer
Pagination 272 p.
Mots clés principaux MONDIALISATION ; SOMMET MONDIAL ; ECONOMIE ; PARTICIPATION DES CITOYENS ; DROITS DE L'HOMME ; PAIX ; ETHIQUE ; CULTURE ; MOBILISATION
Localisation VLM BLI/VII-5

Notice 7

Référence DOC00095118
Support Ouvrage
Titre L'altermondialisme a-t-il un avenir? Les problèmes, les critiques, les pistes de renouveau
Date de publication 01/01/2005
Editeur Alternatives économiques
Volume 25
Pagination 112 p.
Mots clés principaux MONDIALISATION ; POLITIQUE INTERNATIONALE ; MOBILISATION
Localisation VLM ALT/XI-B.5.a

Notice 8

Référence DOC00099296
Support Ouvrage
Titre Radiographie du mouvement altermondialiste
Auteur physique AGRIKOLIANSKY (ERIC) DIR ; SOMMIER (ISABELLE) DIR
Date de publication 01/01/2005

Editeur	Paris : La Dispute
Pagination	318 p.
Mots clés principaux	EUROPE ; MONDIALISATION ; MOBILISATION ; MEDIA ; MEDIA
Localisation	VLM AGR/VII-5
Notice 9	
Référence	DOC00081980
Nature	COLLOQUE
Support	Ouvrage
Titre	Actes du Forum européen des autorités locales pour l'inclusion sociale, Saint-Denis, 11-13 novembre 2003
Collectivité auteur	VILLE DE SAINT DENIS ; DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Date de publication	01/04/2004
Editeur	PSD
Pagination	224 p.
Mots clés principaux	MONDIALISATION ; COLLECTIVITE LOCALE ; MOBILISATION ; EUROPE ; SAINT DENIS ; SEINE SAINT DENIS
Localisation	VLM VLM VII/VII-5

Articles

Notice 1

Référence	DOC00141857
Support	Article
Titre	La société civile écrit l'histoire
Auteur physique	PIRO (PATRICK) ; DU ROY (IVAN)
Date de publication	03/02/2011
Titre de Périodique	POLITIS
Numéro de parution	1138
Pagination	p 16-20
Mots clés principaux	AFRIQUE ; MONDIALISATION ; DEVELOPPEMENT ; SOCIETE CIVILE ; FEMME ; EMANCIPATION ; MOBILISATION ; POLITIQUE

Notice 2

Référence	DOC00140828
Support	Article
Titre	Rendez-vous avec le Sénégal
Date de publication	01/12/2010
Titre de Périodique	ALTERMONDES
Numéro de parution	24
Pagination	p 19-34
Mots clés principaux	AFRIQUE ; SENEGAL ; DROITS DE L'HOMME ; SOCIETE CIVILE ; DIASPORA ; PRIVATISATION ; ECONOMIE INTERNATIONALE ; MOBILISATION ; ORGANISATION INTERNATIONALE

Notice 3

Référence	DOC00116445
Support	Article
Titre	L'altermondialisme en question
Date de publication	01/02/2008
Titre de Périodique	DOCUMENTS POUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT
Pagination	27 p.
Mots clés principaux	MONDIALISATION ; MOBILISATION

Notice 4

Référence DOC00120061
Support Article
Titre Altermondialisme(s) oublié(s)
Date de publication 01/01/2008
Titre de Périodique CULTURES ET CONFLITS
Numéro de parution 70
Pagination P. 7-152
Mots clés principaux MAGHREB ; MAROC ; EUROPE ; FRANCE ; ROYAUME UNI ; AFRIQUE ;
MONDIALISATION ; SOCIETE CIVILE ; MOBILISATION ; CITOYENS

Notice 5

Référence DOC00120062
Support Article
Titre Les participants et les organisateurs du Forum social mondial : la diversité du militantisme
Auteur physique LUIZ CORADINI (ODACI)
Date de publication 01/01/2008
Titre de Périodique CULTURES ET CONFLITS
Numéro de parution 70
Pagination P. 153-178
Mots clés principaux AMERIQUE LATINE ; MONDIALISATION ; MOBILISATION ; SOCIETE CIVILE

Notice 6

Référence DOC00108663
Support Article
Titre Quand l'Afrique bouscule les forums sociaux ...
Date de publication 01/03/2007
Titre de Périodique ALTERMONDES
Numéro de parution 9
Pagination P. 15-37
Mots clés principaux AFRIQUE ; MOBILISATION ; MONDIALISATION

Notice 7

Référence DOC00097404
Support Article
Titre Forum des peuples de Fana : du 6 au 9 juillet 2005 - L'Afrique reprend l'initiative
Date de publication 01/10/2006
Titre de Périodique ALTERMONDES
Numéro de parution HS N°1
Pagination p. 3-23
Mots clés principaux AFRIQUE ; MALI ; MONDIALISATION ; MOBILISATION ; SOCIETE CIVILE